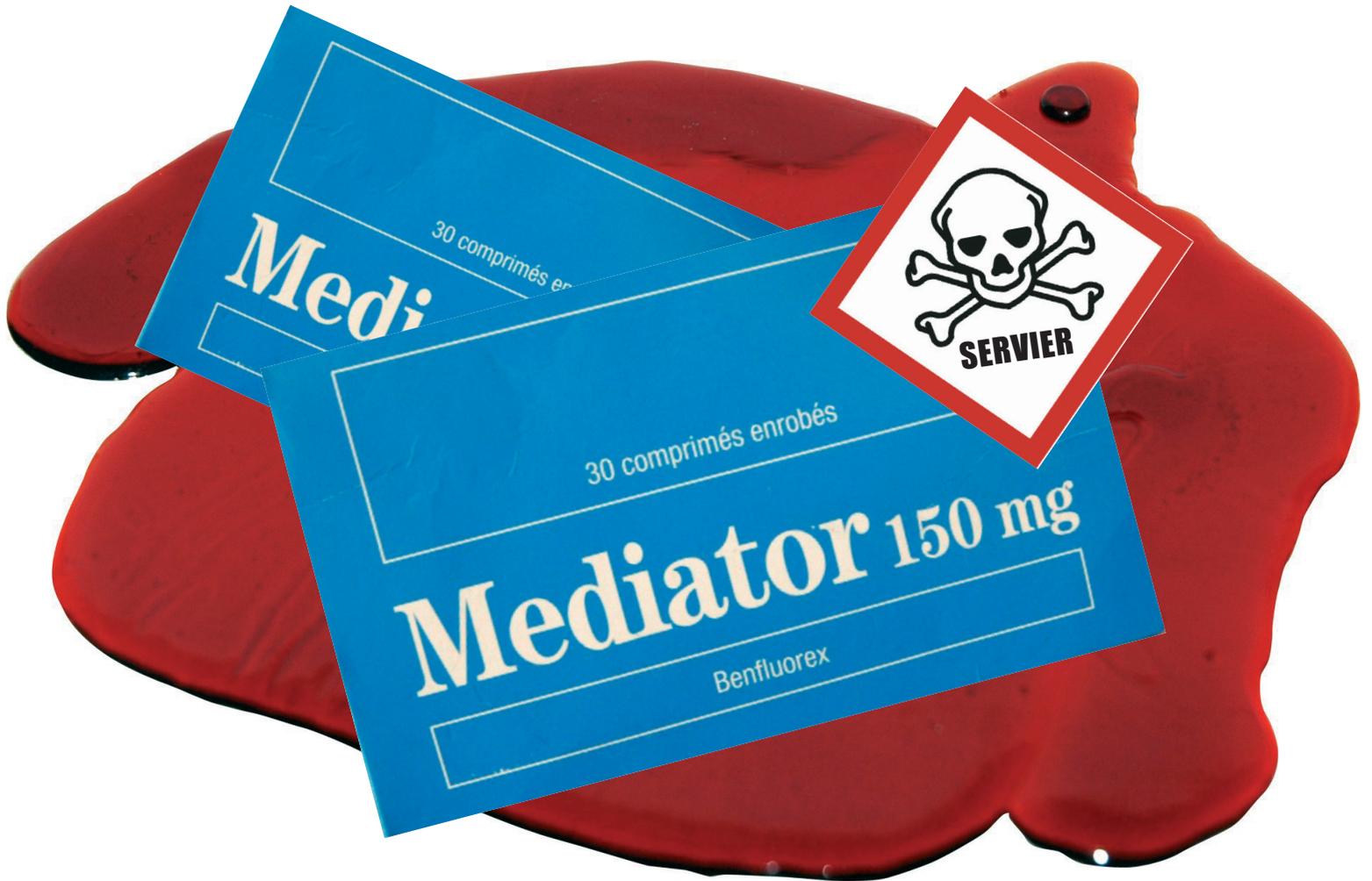




La cupidité tue (les autres)





LE 21 MAI, Dominique Venner, figure de l'extrême droite radicale, se donne la mort devant l'autel de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris. « Il faudra certainement des gestes nouveaux, spectaculaires et symboliques pour ébranler les somnolences, secouer les consciences anesthésiées et réveiller la mémoire de nos origines », écrit-il quelques heures avant de se tirer une balle dans la bouche. Macabre esthétisation de la politique qui est propre au fascisme. Les tentatives de récupération politique ne se font pas attendre. La présidente du Front national a réagi sur son compte Twitter en exprimant son « respect » et en estimant que son geste « éminemment politique » était une tentative de « réveiller le peuple de France ». Cet hommage permet à Marine Le Pen de se repositionner aux yeux des médias comme leader de toute l'extrême droite, alors que des dynamiques complexes sont à l'œuvre dans cette sinistre nébuleuse. Dominique Venner dénonçait le projet de loi sur le mariage pour tous, contre lequel il se battait depuis plusieurs semaines. Or, cette question est prétexte à l'agitation de l'extrême droite radicale qui a ainsi le vent médiatique en poupe. De petits fachos, caricaturaux à souhait, se donnent fièrement en spectacle dans les « manif pour tous ». Alexandre Gabriac en est l'exemple type. En 2011, il s'était fait connaître en faisant le salut nazi. Cette incartade lui avait valu une exclusion immédiate du Front national. Suffisamment virulent pour faire parler de lui mais trop grotesque pour être crédible aux yeux du plus grand nombre, il multipliait les frasques, permettant à Marine Le Pen de se « dédramatiser » et d'offrir au Front national une image respectable. Mais Marine Le Pen ne peut se permettre de passer au second plan alors que la situation sociale est propice à la montée des extrêmes. Elle fait donc un petit pas de côté et n'hésite pas à renouer, au travers de Dominique Venner, avec l'héritage d'une vieille extrême droite principalement structurée par une conception esthétique de la vie et du combat, plutôt que par un discours politique cohérent. Le culte du martyr politique, de l'héroïsme et du don de soi tient lieu de programme fédérateur.

Actualité

- Fin de grève à PSA**, par Nathan, page 3
Comprendre pour agir, par la CSFA, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
D'Atenco à Notre-Dame-des-Landes, par V. Benito, page 7
La Chronique néphrétique de Rodkol, page 8

International

- L'affaire Bandera Negra**, par R. Pino, page 9
Les émeutes de Stockholm, par Nico, page 10

Arguments

- Mediator : quand le profit tue**, par Moriel, page 12
De la nécessité d'un féminisme anarchiste, par Marine, page 14
La tentation du bitume, par N. Potkine, page 15

Histoire

- Gustave Lefrançais**, par C. Frejaville, page 16

À lire, à voir, à écouter

- Créationnisme versus Darwin**, par M. Silberstein, page 19
Géographie et anarchie, par T. Guilabert, page 20
La valise mexicaine, par R. Pélagie, page 21
Au revoir, Moustaki, par G. Goutte, page 21

Illustrations

- Aurelio, Kalem, Krokaga,
Nemo, Valère**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOFRRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Fin de conflit à **PSA Aulnay**

Retour sur une grève à travers la presse



Nathan

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



Le Monde libertaire hors-série
est en vente en kiosque
jusqu'au 31 juillet 2013.

À LA LECTURE des différents articles et communiqués parus sur le conflit de PSA Aulnay, nous sommes heureux de constater que, encore une fois, la lutte paie. Cependant, les enjeux et le contexte de ce conflit et du protocole auquel il a abouti sont d'une importance telle qu'il faut prendre le temps d'analyser la chose.

Un protocole donnant-donnant

Comme l'a indiqué Jean-Pierre Mercier, délégué syndical CGT du site et membre actif de Lutte ouvrière, sur le site de la CGT Aulnay, les grévistes ont obtenu : « La prime de licenciement supralégale qui est passée de six mois à douze mois. Pour les travailleurs âgés, le départ anticipé est passé de trente à trente-six mois. Les critères restrictifs pour toucher les primes de déménagement ont été quasiment annulés. La prime de mutation est passée de 5 000 euros brut imposable à 5 000 euros net non imposable. [...] La réintégration des quatre salariés honteusement licenciés. Ils pourront bénéficier des mesures du PSE ou de la possibilité de reclassement à la RATP, SNCF ou ADP. L'annulation des procédures de licenciements contre les délégués. L'annulation de toutes les poursuites pénales et disciplinaires. Des garanties écrites concernant les mutations. Une indemnité forfaitaire supplémentaire pour ceux qui choisiraient de quitter l'entreprise avant le 31 mai. Les journées de grève sont neutralisées pour le paiement des journées de chômage, du calcul de la prime de 13^e mois, des jours de congés payés, des jours fériés,

ce qui atténue fortement les pertes financières de la grève. La grève reste la meilleure arme des travailleurs ! »

C'est certain ! Et c'est d'ailleurs loin d'être rien. Il est déjà difficile d'aboutir à un protocole, encore plus à un protocole avec beaucoup de gains pour les travailleurs.

Cependant, il convient de préciser que la CGT a dû elle aussi faire des concessions. Elle renonce à « son recours contre le plan de restructuration du groupe », comme le précisent *Le Figaro* et *Les Échos*. Ce dernier cite d'ailleurs le DRH : « Il restait deux problèmes : la grève à Aulnay et la contestation juridique devant la cour d'appel de Paris. » La direction craindrait-elle de devoir revoir sa copie ? Y aurait-il des anomalies ? SUD poursuivant sa plainte, ainsi que des syndicalistes de la filiale Faurecia, nous devrions être informés début juin¹.

La puissante et riche famille Peugeot, qui a fait sa fortune grâce au travail de ses ouvriers et qui continue de vouloir augmenter ses profits à tout prix, même en licenciant ceux qui ont bâti sa fortune, a donc été obligée de faire des concessions non négligeables face aux grévistes. Ces derniers, en revanche, n'ont pas abouti à leurs revendications principales, à savoir « faire reculer PSA sur la fermeture de l'usine ou à obtenir un CDI pour tous et une préretraite dès 55 ans », comme le rappelle Jean-Pierre Mercier.

Un conflit difficile

« Ce conflit concernait environ 130 personnes sur les 2 500 salariés du site », « ce traitement, jugé injuste par des non-grévistes malmenés pendant le conflit », un « climat de terreur que faisaient peser les grévistes sur les autres salariés » : ainsi s'insurgeait Le Figaro ces derniers temps. « Le climat dans l'usine était dégradé au point que le groupe avait mis au point des mobilités temporaires vers Poissy pour les salariés qui ne voulaient plus aller travailler à Aulnay. Le directeur financier, Jean-Baptiste de Chatillon, avait même évoqué la possibilité d'une fermeture anticipée de l'usine, face à l'impossibilité de reprendre la production » : ainsi Les Échos relatait-il les faits. Une toute petite minorité qui bloque, focalise l'attention de tout un pays, refuse de collaborer avec cette politique d'entreprise et s'oppose à tout ce qui va contre ses intérêts avec peu de considération pour la majorité qui ne veut pas se mouiller. Telle est la réalité du quotidien des quatre mois de conflits, dont les trois premiers mois auront coûté 14 000 Citroën C3 à PSA. Beaucoup de courage et de détermination pour surmonter la faiblesse du mouvement comparativement à l'ensemble du groupe. Jean-Pierre Mercier regrettera d'ailleurs « que la grève ne s'élargisse pas à l'ensemble du groupe et de la filière automobile » dans une interview à Libération le 17 mai.

Le matin du 7 mai, les grévistes avaient occupé des locaux de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle pour « demander l'intervention de l'État ». Désespoir des grévistes ? Plutôt une dénonciation d'un gouvernement qui se présente comme proche des salariés et des syndicats, mais surtout un coup médiatique et une pression sur l'administration. Beaucoup de grévistes ont pris de gros risques durant ce conflit. Comme le rappelle Le Figaro sur son site le 7 mai : « Les grévistes réclament que PSA "efface l'ardoise", les procédures disciplinaires », et qu'« aucune discrimination » ne soit exercée contre les grévistes. « Quatre salariés ont été licenciés et des procédures sont en cours pour trois autres, des délégués syndicaux. » C'est que le plan social négocié auparavant prévoit des postes dans le public pour les licenciés : « La RATP, la SNCF et Aéroports de Paris se sont par ailleurs engagés à reprendre d'ici à 2015 quelque 300 personnes », comme nous le rappelle Le Monde le 29 avril. Il est important que le casier judiciaire soit vierge pour en bénéficier.

Parallèlement, PSA organisait « la production de la C3 sur l'usine de Poissy, dont les cadences ont dû s'accélérer. Le site yvelinois devait ainsi rattraper d'ici au mois de juin 14 000 C3 qui n'ont pas pu être assemblées à Aulnay. Malgré cette précaution, les concessionnaires se plaignent de délais de livraison importants sur la petite citadine ». (Les Échos, le 21 mai 2013.)

Des foutaises d'État

L'aile droite du Parti socialiste a affiché la couleur face à l'irruption des salariés dans leur meeting : « Nous avons été choqués par l'intervention musclée, au conseil national du Parti socialiste,

de militants d'extrême gauche qui n'ont cessé de refuser tout compromis et tout dialogue social dans leur entreprise. Et nous avons été stupéfaits de voir leurs propos véhéments, déraisonnables et de mauvaise foi contre la politique gouvernementale. » On perçoit la logique à l'œuvre...

Montebourg l'éclaircira. L'État garantit 7 milliards à PSA contre un administrateur salarié au conseil, un autre de l'État, le blocage des dividendes et rachats d'actions, et la non-fermeture d'Aulnay. Le salarié administrateur est finalement un délégué de FO Métallurgie, fédération peu réputée pour sa combativité, l'État sera représenté par Louis Gallois, dont les positions libérales sont dans les esprits de ceux qui s'intéressent à la vie politique, la résolution sur les mouvements d'action a été adoptée en conseil d'administration bien que non appliquée (mais pour combien de temps...) et Aulnay ferme bientôt. Mieux encore, le 14 mai PSA a reçu le label Origine France de la part du ministre...

Pendant ce temps, PSA ouvre des négociations pour un « nouveau contrat social » pour expliquer aux syndicats qu'il va falloir se serrer la ceinture, à l'image des négociations chez Renault, Bosch, etc. Rappelons, tout d'abord, le contexte politique. La campagne présidentielle était une formidable occasion de médiation des enjeux des fermetures d'usines. Le patronat le comprenant et craignant pour ses intérêts va donc faire en sorte d'éviter d'ébruiter l'affaire, ainsi que celle de nombreuses autres entreprises. Le plan social sera retardé et caché, et on peut se demander si la caisse de solidarité des patrons de la métallurgie a fonctionné à plein régime durant ce conflit. PSA doit donc faire face à un marché qui s'était déjà beaucoup restructuré pour faire face aux difficultés et annonce sa stratégie en plein conflit à Aulnay, en pleine adoption de l'accord national interprofessionnel (ANI).

Montebourg a beau, de temps à autre, expliquer que la nationalisation reste possible et est une arme à la disposition des États, dans le cadre de l'Union européenne, cela serait considéré facilement comme une concurrence déloyale. D'ailleurs, rien qu'au sujet des 7 milliards Le Monde nous rappelait, le 3 mai, que « Bruxelles a, dans la foulée, ouvert une enquête approfondie au sujet du plan de restructuration du groupe Peugeot, et d'une garantie de 7 milliards d'euros dont sa filiale bancaire a bénéficié de la part de l'actuel gouvernement ». De même, avec une austerité gravée dans le marbre avec l'adoption du traité de stabilité, on voit mal l'État sortir encore beaucoup de milliards à l'avenir.

Pour quoi faire de toute façon ? Libération a d'ailleurs bien expliqué la chose le 6 mai 2013 : « Les syndicats de France Télécom accusent [l'État] régulièrement de valider le versement de dividendes jugés trop élevés. Le pouvoir de l'exécutif dans les sociétés cotées est très limité. [...] En clair, l'État n'a pas le droit d'imposer des mesures contraires à l'intérêt des entreprises. » Une journaliste du quotidien, le même jour, ira même plus loin en plein conflit à Aulnay : « Et vendre des parts

dans des entreprises publiques pour financer un réseau de PME laissé à l'abandon comparé à celui de l'Allemagne. »

Solidarité et essoufflement

« Beaucoup n'en avaient pas les moyens, mais nous soutenait », raconte Philippe Julien, délégué CGT d'Aulnay, au Monde le 18 mai. « On était 600 grévistes au début du combat, on a terminé à plus de 200, avec un fort soutien des non-grévistes », déclarait Mercier à Libération le 17 mai. « Le manque de moyens a d'ailleurs contribué à l'essoufflement du mouvement, même si la CGT avait organisé plusieurs opérations "péage gratuit" pour récolter de l'argent auprès des automobilistes », précisent Les Échos du 21 mai. En tout, et pour le moment car les dons vont probablement continuer à arriver, près de 900 000 euros ont été récoltés pour les grévistes. La solidarité, si elle n'a peut-être pas été suffisante, a été incontestablement très importante. Elle montre d'ailleurs la vitalité du mouvement de soutien.

Hélas, elle n'est pas suffisante pour faire perdurer le mouvement. La détermination de PSA est grande et l'isolement des grévistes d'Aulnay est certain. C'est une petite victoire assurément, mais une réelle victoire dont la classe ouvrière avait bien besoin. La suspension de la grève ne devrait pas, sauf coup de théâtre, redéboucher sur une reconduction, surtout si « près de 130 grévistes sur 180 ont choisi de partir avant la fin du mois de mai, tandis que 50 d'entre eux ont préféré demander un reclassement en interne ». Les restants seront probablement isolés. Cela dit : « D'accord, il fallait trouver une solution, mais ils vont être obligés de généraliser ces indemnités pour tout le monde, sinon, ça va chauffer », prévient Brahim Loujahdi, délégué CFTC de l'usine. » (Le Figaro, le 17 mai).

N.

Chiche ?

1. Un conflit entre la CGT et le représentant de SUD a surgi durant ce conflit. Il nous est difficile ici d'expliquer le peu d'éléments connus sur ce sujet, mais nous nous devons de constater que certaines divisions dangereuses entre syndicats combattifs perdurent et qu'elles sont regrettables.

Comprendre pour agir



LE FAIT D'ÊTRE ORGANISÉ, en l'occurrence à la Fédération anarchiste, correspond à la volonté d'être utile au combat de classe avec nos idées et nos pratiques fondées sur le fédéralisme, la définition de mandats et leur contrôle permanent, la gestion directe des luttes. Mais, pour être utile, voire efficace, encore faut-il aussi comprendre le plus finement possible la situation économique, sociale et politique. Quels sont les leviers, les obstacles ? Avec qui pouvons-nous éventuellement travailler ? Que chercher à court et à moyen terme ?

Très brièvement, on peut considérer que le système capitaliste, dont une des forces est sa capacité d'évolution et d'adaptation, a suivi, après la Seconde Guerre mondiale, un modèle keynésien : forte intervention de l'État, consommation de masse facilitée par des hausses de salaire notamment. Ce modèle a alimenté la fameuse croissance et a contribué au mythe de l'État providence.

À partir du milieu des années 1970, le modèle atteint ses limites et il est remplacé par un capitalisme beaucoup plus financiarisé. La production est en partie délocalisée vers des pays où le taux d'exploitation du travail humain est maximal et le pillage des ressources naturelles est sans borne.

De plus en plus, le capitalisme se traduit par un chômage de masse, une baisse des salaires et une augmentation de la précarité rendant impossible le mieux-être. Il est raisonnable et nécessaire de s'en affranchir si nous voulons nous émanciper.

Nous sommes désormais dans une troisième étape du processus. Les États subsidiaires (et parfois bras armés des marchés),

pour faire face à la baisse de consommation, facilitent le crédit, soutiennent les banques et s'endettent pour tenter d'éviter l'effondrement du système boursier. C'est la crise de la dette qui implique notamment des mesures d'austérité d'une brutalité extrême, la privatisation et la liquidation des services publics et de santé, préparant l'abaissement de l'espérance de vie.

Dans le même temps, ces mêmes États sont dépossédés d'une partie de leur « souveraineté » et de leurs marges de manœuvre sous l'effet de la mondialisation. L'Europe et les institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC) prennent les décisions stratégiques majeures et imposent un pyramidage territorial nouveau : ici particulièrement, en France, à l'ancienne stratification État-département-commune succède Europe-région-intercommunalité, ce qui est exactement l'inverse du véritable fédéralisme tel que Proudhon le définit : « *Le contrat social par excellence est un contrat de fédération dont la condition essentielle est que les contractants se réservent toujours une part de souveraineté et d'action plus grande que celles qu'ils abandonnent.* »

Dans le contexte actuel de crise sociale et de confusion générale, les fausses solutions, les manœuvres conscientes ou inconscientes de diversion fleurissent et il importe que les militants anarchistes apportent clarté et perspectives dans la lutte de classe qui s'impose. Face aux tentations de repli nationaliste, les militants anarchistes favorisent toutes les solidarités internationales, notamment dans les luttes sociales.

Face au marché de dupes de la démocratie participative et du dialogue social, les

militants anarchistes proposent la gestion directe des affaires publiques, la construction d'un rapport de forces pour faire céder patronat et État.

Face aux diversions que jouent les sujets sociétaux le plus souvent interclassistes, les militants anarchistes rappellent la centralité de la question du refus du capitalisme et de l'État.

Enfin, sans prétendre limiter les luttes aux entreprises ou aux administrations, ils considèrent que le combat syndical reste déterminant. Tout d'abord parce qu'il se situe sur le terrain de classe, ensuite parce qu'il induit la possibilité d'une remise en cause fondamentale et efficace de l'exploitation capitaliste par le biais de la grève générale, dont l'objectif est non seulement de bloquer la production, mais aussi d'abattre l'État et de remettre au service de la collectivité tout l'appareil économique. Nous pouvons agir collectivement, avec tous ceux qui se situent sur ce terrain, sans compromission, mais sans sectarisme non plus.

Bien conscients des dérives actuelles d'un certain syndicalisme de collaboration s'agitant le plus souvent dans le vide comme un insecte sur le dos, les militants syndicalistes de la Fédération anarchiste réfléchissent et agissent à leur mesure pour redonner au syndicalisme de lutte sens et force de percussive. Ils entendent discuter et convaincre de la nécessité impérieuse de se développer et de s'organiser sur le terrain social.

Coordination syndicaliste de la FA

Texte rédigé lors du 71^e congrès de la FA

Ben voyons !

Deux des cinq syndicalistes poursuivis pour des tags lors du mouvement sur les retraites en 2010 avaient été dispensés de peine en novembre dernier. Mais ils ont été arrêtés à leurs domiciles pour ne pas s'être soumis à un prélèvement d'ADN. C'est ce qu'on appelle une bonne passation des pouvoirs répressifs...

« Inacceptable »

Les rectorats de plusieurs académies annoncent des suppressions de postes chez les assistants d'éducation (AED). Près de 2 000 postes de surveillants devraient disparaître en septembre 2013. Une mesure jugée « inacceptable » pour le Snes-FSU. Il suffisait de le dire pour que le problème soit réglé ? Quelle détermination au Snes !

Amnesty International note l'élève Hollande

Dans son rapport annuel sur les droits humains, Amnesty International souligne les avancées du mariage pour tous, du traité sur les armes et de l'abolition du délit de solidarité. En revanche, l'association juge plus durement la situation des Roms et le recours suspensif dans la procédure d'asile. Mais le rapport arrivera-t-il jusqu'aux bureaux des huiles ?

« LA DIRECTION utilise le corps des femmes pour doper ses ventes. C'est, ni plus ni moins une forme de prostitution et cela véhicule une image dégradante des femmes. » Diable, qui cause ainsi ? Ben, Julie Muret, porte-parole de l'association Osez le féminisme, devant les Galeries Lafayette à Paris. Il y avait bien une trentaine d'associations alertées par l'intersyndicale CGT, CFDT et FO de l'établissement susnommé.

Certes, affaire à suivre et pas seulement dans les grands magasins parisiens... comme le disait Céline Carlen de la CGT de l'entreprise : « Le problème, c'est la vision purement mercantile que nos patrons ont du corps des femmes, le sort des salariées leur importe peu, du moment que les objectifs de vente sont réalisés. »

Ah ça, comme dit mon kiosquier : « C'est pas nouveau. » Entendez par là que, quand on respecte la loi des marchés, il faut s'y plier ! Et ce n'est pas le gouvernement actuel qui va nous démentir. Rajoutons-en, s'il le fallait, une louche « attendue » : il va sans dire qu'aux Galeries Lafayette les conditions de travail sont marquées par des bas salaires, sans parler de la précarité de l'emploi.

Certes, comme le disait Georges Moustaki : « Nous avons toute la vie pour nous amuser et toute la mort pour nous reposer », mais sans contredire le chanteur-poète, pour remplir le programme, il faut encore et toujours lutter !

Comme à Virgin où celles et ceux que l'on appelle dans les médias les « gilets rouges » ont obtenu un délai pour les éventuels repreneurs auprès du tribunal et un million d'euros de plus pour le plan social. Améliorer les conditions du licenciement, c'est au dessus du niveau de la mer, mais quid d'une perspective syndicaliste, unitaire de surcroît ?

Il y aurait un siècle qu'avait été mis au point le travail à la chaîne. Pas un mot dans la presse syndicale (toutes boutiques confondues, à moins que ?) ni associative ou mutualiste. Pourtant, les conditions de travail ont diablement morflé avec cette vitesse supérieure du rendement. Sans parler des différents trucs collatéraux comme le travail de nuit, le travail aux pièces...¹ Un exemple actuel : à PSA, les chaînes réputées les plus dures sont réservées aux intérimaires. Vous avez dit esclavage à flux tendu ? Sinon, ça et là, il y a toujours des règlements internes et « diverses tensions à l'intérieur de la centrale sise à Montreuil, la politique gouvernementale actuelle servant (sic) à maintenir l'unité dans les rangs ».

Sinon, la semaine dernière à Roanne, à l'heure du laitier, des militants CGT ont été interpellés à leur domicile. Leur crime pour la garde à vue qui a suivi : un refus de prélèvement d'ADN. Les faits : avoir tagué en 2010 les murs de la sous-préfecture lors du mouvement contre la réforme des retraites. Les fonctionnaires syndicalistes CGT essuient là l'acharnement judiciaire à la criminalisation de toute action syndicale. Drôle de temps pour les revendications et le syndicalisme tout court.

Petit bouc en chaleur

1. Le travail à la pièce encourageait les cadences alors que le travail à l'heure était plus « tranquille », mais moins bien payé... Ce qui était vrai dans les années 1930 l'est encore aujourd'hui.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



D'Atenco à Notre-Dame-des-Landes

L'aéroport en question

À l'occasion du week-end « chaîne humaine », un groupe de Mexicains, en tournée en France pour informer sur leur lutte, est passé à la ZAD. Le samedi soir, le groupe de musiciens a joué et le dimanche, en fin de matinée, deux d'entre eux, accompagnés d'un documentariste et d'une copine traductrice, sont intervenus devant une cinquantaine de personnes présentes sur la ZAD.

Avant de commencer leur intervention, les deux compagnons mexicains nous interprètent avec chant et guitare *Sí, Zapata Vive*.

S'ensuit une prise de parole passionnée et inspirée au sujet de la lutte des paysans contre le projet d'aéroport à Atenco. Ces deux porte-parole vivent la lutte depuis des années de l'intérieur et cela se voit, la rage et l'espoir se sentent. Il y a une réelle volonté de partage avec les militants de la ZAD tant les luttes semblent proches et les espoirs communs, malgré la distance géographique, culturelle ou sociale. Tout finit en chanson et en coups de gueule repris par tous : « *La tierra no se vende, se defiende!* » (La terre ne se vend pas, elle se défend !)

Un projet d'aéroport à San Salvador d'Atenco

En 2001, Jaime Fox monte un projet d'expropriation du territoire d'Atenco qui couvre 15 000 hectares pour y construire un aéroport. La Constitution le lui permet, comme elle permet à tout projet dit « d'utilité publique » et présenté par une grande entreprise de voir le jour, y compris au mépris des populations locales, de la sauvegarde de la terre cultivable ainsi que de la protection de l'environnement. Il n'y a donc pas de consultation des communautés.

Dans un premier temps, les habitants prennent peur : leur survie dépend de la terre pour eux et leurs familles. Leur survie, mais aussi leur mode de vie (autonomie, racines, traditions, etc.) : c'est un peuple qui va disparaître.

Les médias à la solde du pouvoir et du capital en rajoutent dans la désinformation. Les hommes politiques corrompus cèdent aux promesses des entreprises. Les partis politiques divisent l'opinion.

La lutte

Par conséquent, c'est dans l'autonomie des assemblées de communautés, dans la conviction et dans l'unité de toutes et tous (rôle des



femmes reconnu depuis peu dans la lutte) que va se construire la résistance, une résistance qui dure depuis plus de treize ans. Plus de treize communautés représentant 150 000 indigènes se révoltent et s'organisent.

Ils tentent les moyens légaux sans succès, puis passent à une résistance active.

Leur symbole est la machette, grand couteau utilisé par tous les indiens pour se déplacer et travailler.

Dès 2002, il y a des provocations, des emprisonnements, des assassinats organisés par l'État. Au bout de neuf mois de lutte, le décret est supprimé. Le projet de barrage abandonné.

Cependant, en 2006¹, la police et l'armée se lancent à nouveau dans la répression. Ces communautés qui vivent dans l'autonomie sont décidément dangereuses pour l'État. Il y a plus de 200 emprisonnés, une quarantaine de femmes violées. La résistance persiste, le mouvement ne pardonne pas et n'oublie pas.

Aujourd'hui, le gouvernement de Pena Nieto (ancien gouverneur de la région d'Atenco) remet en route le projet d'aéroport. Il achète les terres. Des entreprises minières s'installent pour rechercher or, argent, eau.

Les ressources du pays sont livrées au capital.

La lutte continue, mais elle a besoin du partage de l'information et de la solidarité internationale. Ces communautés d'hommes et de femmes ont acquis la conscience de leur force et de leur capacité à faire obstacle à ces projets de destruction. Ils ont acquis la conviction que seule la base pourra mener ce rapport de force en toute autonomie et dans l'autogestion de leur lutte.

Les mouvements de résistance de Bello Monte au Brésil, en Italie contre le TGV Lyon-Turin ou en France contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes sont de même nature : sauvegarde de la terre, lutte contre le capital et invention d'une autre vie. À nous de ne rien lâcher !

Virginie Benito

De retour de Notre-Dame-des-Landes

1. La révolte d'Atenco débuta les 3 et 4 mai 2006, lorsque environ 1 000 agents de police délogèrent un groupe de floriculteurs qui manifestaient contre la création d'un supermarché sur un des terrains de Texcoco (État de Mexico).

Pas de bras : pas de chocolat !

Selon Médecins du monde, 8 % des sans-papiers affirment avoir été victimes d'un accident de travail dans les pays de l'UE. Ils sont bien plus exposés aux accidents que les travailleurs réguliers, occupant les postes les plus dangereux sur les chantiers du BTP ou dans les cuisines des restaurants, sans bénéficier d'aucune protection sociale. Par ignorance ou sous la menace de leur employeur, la plupart se soignent en silence.

Enfants autochtones maltraités dans les pensionnats

On ne parle que de ça au Canada. De la fin du XIX^e siècle aux années 1970, plus de 150 000 enfants autochtones ont été séparés de leurs parents et livrés à l'Église catholique qui administrait des pensionnats... et de mauvais traitements. Le pape Benoît XVI a déclaré être « désolé de ce qui s'est passé, personnellement et au nom de l'Église »... Avant de s'autoflageller toute la nuit dans une cellule du Vatican ?

Moi, mon colon...

Conformément à sa charte, l'ONU (article 73 sur les territoires non autonomes) invite le gouvernement français à « faciliter et accélérer la mise en place d'un processus équitable et effectif d'autodétermination » en Polynésie.



Chronique néphrétique

La retraite des morts (1)

HOLLANDE NOUS L'À DIT lors de sa dernière conférence de presse : nous vivons plus longtemps, donc nous devons travailler plus longtemps. Paraît que c'est logiquement évident, imparable et mathématiquement prouvé. Quelqu'un pour lui dire que la vie ce n'est pas seulement aller se faire exploiter ou se faire engueuler par des chefs ? Comprendrait pas. Depuis qu'il a « changé de vie », il ne se souvient plus des vieux slogans du PS... Son discours n'avait rien d'original ? Certes. À tel point que cela ne choque plus personne.

Qu'est-ce que nous réserve 2013 question retraites ? Un nouveau recul, une nouvelle claque ? C'est bien parti pour... Après 1983, 1993, 2003 : 2013, glubs ! Connaissez-vous un seul parti, un seul syndicat qui remette en cause, avant tout début de débat, toute discussion ou négociation sur les retraites le dogme asséné depuis les années 1980 ?

Très vite, il a été admis qu'il y avait un « problème des retraites ». « Problème » qui nécessitait « la réforme des retraites ». Et la discussion tournait sur les moyens de « combler le déficit ». C'est la force des incantations, elles vous rendent croyant. Faut dire aussi que le rouleau compresseur médiatique n'a guère laissé de place à la contestation. Et, fort logiquement, sans argumentation solide, tous les « opposants » se sont opposés sur... le terrain des réformateurs. Intéressant de revenir sur ce passé, puisque c'est notre avenir proche ! Ils vont encore nous entuber de quelques années ! Et que nous pourrions peut-être tenter de rattraper nos bévues, nos erreurs tactiques, nos slogans faux et l'inconsistance généralisée qui nous fit perdre lutte sur lutte. Je ne fais pas mon fier, je ne donne pas de leçons, parce que, moi aussi, à l'époque, j'étais à côté de l'enjeu...

Le bourrage de mou commence dans les années 1980, lentement, puis, en 1991, arrive le Livre blanc sur les retraites : garantir dans l'équité les retraites de demain. Préfacé par Michel Rocard, alors Premier ministre... Déjà, tout est là. Il est dit à quelle sauce nous serons mangés. Les arguments ont été testés, on en fait un concentré, cela sera repris en boucle, et cela continue aujourd'hui.

Résumé : les baby-boomers arrivent à la retraite (c'est un « choc » démographique), les gens vivent plus vieux, il faut donc réformer en profondeur. Pourquoi ? Parce que le système n'est pas en mesure de payer. Ah ? Mais il y est arrivé jusque-là... Nous pourrions augmenter les cotisations sociales. Le taux de cotisation retraite était passé de 8 % à

26 % du salaire entre les années 1940 et le milieu des années 1990. « Au secours ! Vous n'y pensez pas ! » hurle le patronat. « Vous voulez alourdir le coût du travail ! Nous ne serons plus compétitifs ! Assez de prélèvements obligatoires, assez de charges sociales ! » Or, faut-il le rappeler, la retraite, c'est du salaire. La cotisation dite patronale, c'est du salaire. Nous ne le touchons pas directement, mais c'est un salaire « socialisé ». Le diminuer, c'est nous appauvrir, collectivement. Entre 1980 et 2006, le taux de cotisation patronale est passé de 45 % à 20 % du salaire brut au niveau du smic. Pour un salaire au niveau du smic, l'employeur ne paie aucune cotisation vieillesse au régime général. Il ne retrouve un taux normal, très progressivement, qu'à 1,6 smic. Or, 1,6 smic, c'est le salaire médian en France. Donc près de la moitié des salaires sont soit exonérés soit avec une cotisation patronale très faible. Cela suffirait à expliquer le « déficit »... Le jour même de la présentation du livre blanc des retraites au conseil des ministres, la CGT avait rejeté les propositions : « Déjà, le Premier ministre tente d'endormir l'opinion publique. L'argument démographique agité pour justifier ces propositions, et largement controvérsé par les experts eux-mêmes, ne tient pas. Les vrais problèmes sont d'ordre économique et résident dans les conséquences du chômage, de la précarité, de l'insuffisance des salaires qui privent la Sécurité sociale et les régimes de retraite de ressources nécessaires pour répondre aux besoins. » C'est moins pire que chez les autres (syndicats), mais c'est mou, et ça ne fera que mollir davantage par la suite.

Ne pas augmenter les cotisations patronales, cela signifie ne pas augmenter les salaires. Ce qui signifie que, depuis des dizaines d'années, les profits permis par les gains de productivité ont été accaparés par les patrons. Les diminutions et exonérations de « charges », comme ils disent, c'est autant qui part dans leurs poches.

Tout l'argumentaire du patronat « soucieux de régler un problème » aurait pu s'effondrer si, en face, il avait été soutenu, argumenté, compris, dénoncé que ce discours était un discours de classe. Aucune union nationale ici, aucune cause commune qui justifie de régler ensemble, patrons et salariés unis, une question de société : le vieillissement fatal d'une partie de la population, comme on lutterait contre l'ennemi, ou contre une catastrophe naturelle. Non. La propagande des marchands de prévoyance a les mêmes ressorts que celle des marchands de canon. (À suivre.)

Rodkol

rodkol@netcourrier.com

L'affaire Bandera Negra

15 MAI 2013, deuxième anniversaire du mouvement des indignés (15M). L'État espagnol a fêté ça à sa manière habituelle : répression contre des espaces de lutte sociale et de construction d'alternatives. À l'heure du laitier, des descentes de police ont eu lieu dans des locaux fréquentés par les anarchistes, à Barcelone, Madrid, Valence...

Ça a commencé à Sabadell (près de Barcelone) où une perquisition a été effectuée dans le local de l'Ateneu Llibertari (Athénée libertaire), qui héberge différents collectifs dont celui de Bandera Negra (Drapeau noir). Les *mossos de squadra* (gardes mobiles) ont procédé à l'arrestation de cinq anarchistes membres de Bandera Negra, accusés d'être organisés en groupe terroriste et d'exalter ce terrorisme. L'Ateneu Llibertari est un espace libre, propriété de la CNT-AIT, mais hébergeant divers collectifs comme par exemple l'Assemblée du 15M de Sabadell, mettant en lumière les affinités entre indignés et anarchistes. Les faits reprochés aux cinq inculpés restent vagues, d'autant plus que ces derniers ne semblent pas fréquenter régulièrement l'athénée; on veut surtout leur attribuer des actions menées au cours de manifestations contre des symboles du capitalisme (banques, compagnies d'assurances, concessionnaires d'automobiles, multinationales). Actions consistant à balancer pierres et pavés contre les vitrines de ces établissements. Vêtus de noir et encapuchonnés, aucun élément ne permet d'identifier quelque manifestant que ce soit, ce qui n'a pas empêché Santiago Pedraz, juge de l'Audience nationale (tribunal spécial), de prononcer la mise en détention carcérale des cinq membres du groupe anarchiste Bandera Negra pour détention d'armes et d'engins explosifs, ainsi que pour incitation à la violence. Ne faisant pas les choses à moitié, Santiago Pedraz déclare tranquillement que les cinq inculpés s'étaient fixé pour bientôt d'autres objectifs : établissements financiers, membres des forces de sécurité de l'État, hommes politiques et (n'hésitons pas) membres de la famille royale ! Tout ça au moyen d'engins explosifs dont ils auraient déjà fait usage au cours de différentes actions à Barcelone, en attaquant également des véhicules de police au cours d'une manifestation pendant la grève générale du 14 novembre 2012. Engins explosifs qu'ils auraient aussi utilisés à Mieres (Asturies) pendant les révoltes des mineurs asturiens. Ces cinq anarchistes sont également accusés de soutenir le Grapo¹ et ETA² à qui ils ne reprocheraient que d'avoir annoncé l'arrêt de la lutte armée. Pour faire bonne mesure, le juge n'a pas manqué d'évoquer un complot



international en évoquant des liens avec les insurrectionnalistes italiens et grecs. Bref, la routine : une fois de plus les anarchistes servent de boucs émissaires. Dommage que le juge ne puisse pas leur imputer la responsabilité de la grippe H1N1, du virus du sida, voire de l'assassinat de Kennedy.

À Montcada, dans la banlieue nord de Barcelone, autre problème (pour les autorités), autre tactique avec descente de police au Can Piella, terrain occupé depuis plus de quatre ans par les habitants et paysans de cette zone qui y développaient une agriculture écologique tendant à une autonomie alimentaire basique : entre autres, fabrication de pain et de bière « autonome ». Il s'agissait, dès l'origine, d'un projet d'agriculture communautaire autour d'un édifice squatté par la PAH (Plateforme des victimes des hypothèques). À l'aube, l'eau était coupée et les occupants de Can Piella ont été délogés par les flics au bout de trois heures d'affrontements. Ça n'a pas été le cas pour Can Masdeu, ancien centre social lui aussi occupé et transformé en résidences et jardins potagers, devenu l'espace communautaire le plus grand de Barcelone : jusqu'à trois cents personnes participent aux activités liées à l'écologie, l'activisme et l'autogestion.

Le gouvernement espagnol tente de faire diversion pour faire oublier la situation catastrophique dans laquelle le pays est plongé. Les recettes sont toujours les mêmes : se lancer dans une bonne guerre pour ressouder le peuple autour d'intérêts qui ne sont pas les siens,

ou créer un climat de peur pour que ce peuple rejette les révolutionnaires. Souvenons-nous de l'attentat de la Scala à Barcelone en 1978, qui fut une provocation destinée à mettre un frein à l'ascension de la CNT en pleine reconstruction dans l'après-franquisme. À Madrid, un groupe des Jeunesses libertaires répondant lui aussi au nom de Bandera Negra, mais n'ayant aucun lien avec celui de Sabadell, a publié un communiqué pour dénoncer le rôle répressif de l'État et de ses structures lui permettant d'exercer un contrôle social : magistrature, police, mais aussi médias aux ordres, endoctrinement à l'école... Ils rappellent que les anarchistes mettent leur énergie dans la propagation de leurs idées et estiment nécessaire de lutter contre tout ce qui nous opprime, non pas par le biais du parlementarisme et autres institutions du système, mais par la solidarité et l'action directe qui font partie de leur quotidien. Le seul terrorisme à dénoncer est celui qui abandonne sur le bas-côté de la route les immigrés, les chômeurs, les personnes âgées, les malades et tous les sinistrés de ce que les riches appellent la crise.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

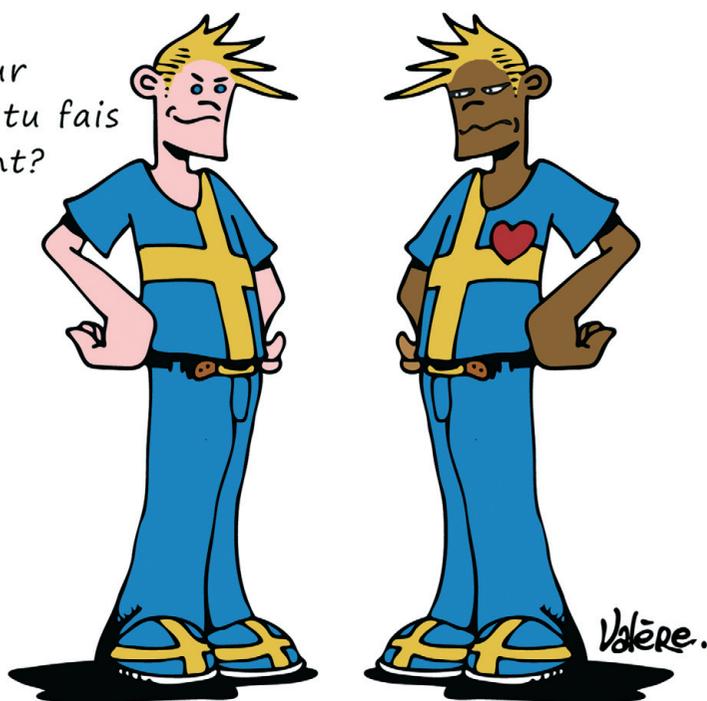
1. Groupe de résistance antifasciste du premier octobre (organisation maoïste).

2. Organisation basque indépendantiste.

On ne mondialise pas l'hospitalité

Ouvriers de tous les pays, l'Europe vous accueille (à bras raccourcis)

...Et pöur
lå peau tu fais
kömment?



Nicolas

Groupe libertaire Louise-Michel

DANS LA NUIT du dimanche 19 au lundi 20 mai, des émeutes ont éclaté à Husby, dans la banlieue nord de Stockholm, du fait de jeunes issus de l'immigration africaine et moyen-orientale. Des voitures ont été incendiées et des policiers caillassés par une cinquantaine de jeunes d'au plus vingt ans. Les nuits suivantes, d'autres incendies ont eu lieu : des voitures, puis des commissariats, des écoles et un centre commercial ont été brûlés. Ces actions se sont, de nuit en nuit, propagées de Husby à l'ouest et au sud de la banlieue ainsi qu'aux quartiers du sud même de la capitale suédoise. À l'heure où ces lignes sont écrites, on compte six nuits consécutives de violences et de dégradations¹.

Ces faits ne sont pas sans rappeler ceux qui avaient eu lieu autour de grandes villes françaises fin 2005, à Bruxelles en 2006, à Villiers-le-Bel en 2007 et à Londres en 2011. Plusieurs points communs apparaissent.

Tout d'abord, les quartiers concernés sont connus pour être pauvres et habités par de nouveaux ou d'anciens immigrés et leurs enfants.

D'autre part, les récits dans la presse locale (*Aftonbladet*, *Dagens Nyheter* et *Svenska Dagbladet*),

relayée par la presse internationale, sont comparables. On avance l'hypothèse que la mort par balle d'un homme qui menaçait la police avec une machette dans un appartement de Husby serait à l'origine des émeutes. Une mort provoquée par la police, suivie de témoignages d'émeutiers disant être en lutte contre la police, puis contre le chômage et le racisme, d'autres encore disant clairement ne pas se soucier de l'homme abattu par la police, certains enfin affirmant participer aux incendies par pur ennui. Il est de plus très probable, selon les policiers et les témoignages d'habitants, que des groupes criminels se soient par opportunisme constitués et aient profité des heurts pour vandaliser et piller des magasins, comme c'était le cas en France, en Belgique et au Royaume-Uni.

Plus intéressant : les discours de la droite et de la gauche suédoises à propos de la situation en banlieue de Stockholm ressemblent trait pour trait à ceux auxquels Français, Belges et Anglais ont eu droit. L'Alliance, la droite au pouvoir, appelle à plus de mesures de sécurité et incrimine les cultures «allochtones»², souhaitant orienter leur politique d'immigration vers plus de contrôle. La gauche, quant à elle,



y trouve une occasion de fustiger la politique de droite qui a conduit à l'augmentation du taux de chômage dans le pays et à la diminution des allocations aux personnes en situation de précarité. Cela dit, ces mesures antisociales avaient été enclenchées il y a plus de dix ans par la gauche et l'indicateur du taux de chômage est souvent un prétexte à tout projet politique rentable, même quand il est nuisible, donnant lieu à un chantage à l'emploi sur la population. En fait, les discours de partis politiques n'apportent que très peu de lumière sur le phénomène des émeutes de banlieues mais restent révélateurs de la mentalité de ceux qui alimentent la confusion générale.

Il peut paraître étonnant que le calme réputé de la société suédoise soit rompu par ce genre d'actualité. Pourtant, l'Europe occidentale applique depuis des décennies un même modèle économique et d'aménagement du territoire en rapport avec l'immigration. Les mêmes politiques hypocrites de court terme ont été appliquées partout : pour les nouveaux arrivants on a construit très vite de bien mauvais logements en bordure des villes, fondant ainsi une ségrégation socio-démo-géographique qui a des répercussions néfastes sur tous les « marchés » : le logement, bien sûr, mais aussi les transports et l'accès à l'éducation, à l'emploi, mais surtout à des conditions de vie décentes. Les grands perdants de cette ségrégation sont évidemment les immigrés puis, mécaniquement, leurs enfants et petits-enfants (les « autochtones »² qui verraient leurs emplois volés profitent en

réalité nécessairement du fruit du travail de la nouvelle main d'œuvre à bas prix).

Le thème de l'intégration est alors au cœur des discussions et on n'a de cesse de mesurer, quitte à inventer des unités de mesure farfelues, le succès ou l'échec des politiques d'intégration. Seules deux alternatives semblent se profiler : le multiculturalisme et l'assimilation. Le premier cas, à l'honneur quand la conjoncture économique est favorable, consiste à organiser la coexistence de cultures, de langues, de pratiques voire de religions dans un naïf esprit de tolérance, qui en fait n'est qu'une déclinaison du relativisme qui ronge la pensée moderne. Le second cas, préféré quand la conjoncture est défavorable, relève de l'acculturation obligatoire, allant parfois jusqu'à demander de déjà parler la langue du pays d'accueil et d'en connaître le mode de vie sans y avoir encore jamais vécu. C'est par exemple ce que fait la France aujourd'hui.

Non seulement ce panel de possibilités (le patchwork ou l'uniformité) est effroyablement maigre, mais il est de plus subordonné aux conditions économiques. Et pour cause, les politiques d'intégration successives et leurs conséquences sont hautement compatibles avec les intérêts de la classe dominante quand ceux-ci prennent les formes du capitalisme industriel et de services, de la marchandisation néolibérale et de la démagogie électoraliste. Pourquoi ? Parce qu'elles entretiennent la stratification sociale nécessaire à l'appareil capitaliste, la sectorisation nécessaire à la fondation de niches commerciales, l'existence d'une classe à la fois moins éduquée donc peu

critique et facilement stigmatisée, instrument des partis politiques.

Remarquons que, dans sa grande flexibilité, le malheureux système politico-économique que nous connaissons s'est bien adapté et que l'un des contrecoups de sa mise à l'échelle européenne réside en la naissance d'une supposée « identité européenne » (citée, entre autres, dans les livrets d'étude remis aux candidats à l'immigration en France). Identité, stigmates, difficultés économiques : les éléments propices à l'émergence des extrêmes droites européennes continuent de s'assembler.

Décidément, le passage d'hospitalité à hostilité ne tient qu'à quelques lettres et il n'est pas impossible que d'autres banlieues de capitales européennes s'embrasent sporadiquement dans les années à venir, alimentant toujours des « débats publics » aussi biaisés que confus. **N.**

1. Le détail chiffré des événements est consultable sur la version anglaise de Wikipedia à l'article « 2013 Stockholm Riots », actualisé chaque jour.

2. Je place des guillemets autour des expressions « allochtones » et « autochtones » parce qu'elles renvoient les individus à un sol (« *chton* » en grec) supposé leur être propre, ce qui n'est au fond pas pertinent. Je les maintiens parce qu'ils sont aisément compris, au contraire d'adjectifs que je forgerais : « allèques » et « autèques », sur « *oikos* », l'habitat.

Qui médit a tort,

Moriel

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

LORSQUE, EN 2010, Irène Frachon, pneumologue au CHU de Brest, publiait son livre *Mediator® 150 mg : combien de morts?*, dans lequel elle mettait en lumière les graves complications, parfois mortelles, qu'entraînait ce médicament, elle s'attirait les foudres du laboratoire Servier, titulaire du brevet et producteur du médicament incriminé. Un procès, gagné en première instance par Servier, conduisait à la censure du sous-titre, jugé attentatoire à la réputation de l'industriel. Depuis, les faits ont pu être établis (et le sous-titre du livre rétabli), et c'est au tour du patron Jacques Servier de passer devant les juges. Devant le tribunal de Nanterre, depuis le 18 mai, près de 700 parties civiles lui reprochent de les avoir délibérément trompées sur la composition du Mediator et d'avoir mis leur santé et leur vie en danger. Un rapport judiciaire estime que 1 300 à 1 800 patients sont décédés des complications liées à l'usage du benfluorex, molécule composant le Mediator®. Comment un médicament inutile et dangereux a-t-il pu être autorisé et commercialisé pendant trente-trois ans? Entre 1976, date de mise sur le marché, et 2009, date de retrait, 2,4 millions de personnes auront pris 145 millions de boîtes de Mediator® (à raison de 30 comprimés par boîte, cela fait 4 350 millions de comprimés!), remboursées à 65 % par la Sécurité sociale. Chiffre d'affaires cumulé : 300 millions d'euros... À l'origine, le Mediator® a été proposé comme traitement adjuvant chez les patients diabétiques en surpoids qui avaient des taux élevés de lipides dans le sang. Malgré le très faible niveau de preuve d'efficacité, et grâce à une communication habile, ce produit a trouvé preneur et s'est très bien vendu. Très vite, cependant, ce médicament va être détourné de sa destination officielle et utilisé comme coupe-faim chez les obèses. Pourtant, dès l'année 1978, dans la revue *Pratique*², et sous le pseudonyme assez parlant de James Larnaque³, un médecin mettait en garde ses confrères sur ce médicament, en montrant sa face cachée : le benfluorex est un anorexigène, c'est-à-dire un coupe-faim, dérivé de l'amphétamine.

Histoire des anorexigènes

Les médicaments anorexigènes ont déjà une longue histoire. On connaissait l'effet anorexigène des amphétamines dès les années 1930, mais leurs graves effets secondaires neurologiques, comme l'addiction et l'apparition de troubles psychotiques, empêchaient leur utilisation dans le traitement de l'obésité. En 1960, les propriétés anorexigènes d'un dérivé d'amphétamine, la norfenfluramine, sont mises en évidence chez la souris, sans les effets secondaires neurologiques habituels de cette classe chimique. En 1961 et 1964, le groupe Servier dépose plusieurs demandes de brevets pour la fenfluramine et ses dérivés et, en 1967, il dépose un brevet pour le benfluorex (qui sera plus tard commercialisé sous le nom de Mediator®). Une requête de Servier, en 1971, auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin de modifier l'appellation benfluorex est rejetée : en effet, le suffixe « orex » est destiné à identifier les anorexigènes selon la codification pharmacologique internationale ; à la fin des années 1960, un anorexigène commercialisé en Suisse sous le nom d'Aminorex® avait été retiré du marché après qu'on l'eut mis en cause dans l'apparition chez un certain nombre de consommateurs d'une hypertension artérielle pulmonaire (HTAP), une atteinte sévère et rare conduisant à l'insuffisance respiratoire, souvent mortelle. Plusieurs cas d'HTAP sont signalés en Europe et aux États-Unis, en relation avec

la prise d'autres anorexigènes, qui ceux-là sont clairement commercialisés comme tels : le Pondéral® (fenfluramine) à partir de 1981 et l'Isoméride® (D-fenfluramine) à partir de 1992, avec, pour ce dernier, la description d'atteintes graves des valves cardiaques. Surprise : ces deux produits sont la propriété de... Servier ! Ils seront retirés de la vente en 1997, après qu'en Amérique du Nord des procès eurent été engagés par les associations de patients (class actions). Ce que Servier ne dit pas, c'est que le benfluorex se transforme après ingestion en norfenfluramine, comme les autres médicaments qui contiennent la fenfluramine ou la D-fenfluramine : c'est cette norfenfluramine qui est responsable de la toxicité pulmonaire et cardiaque.

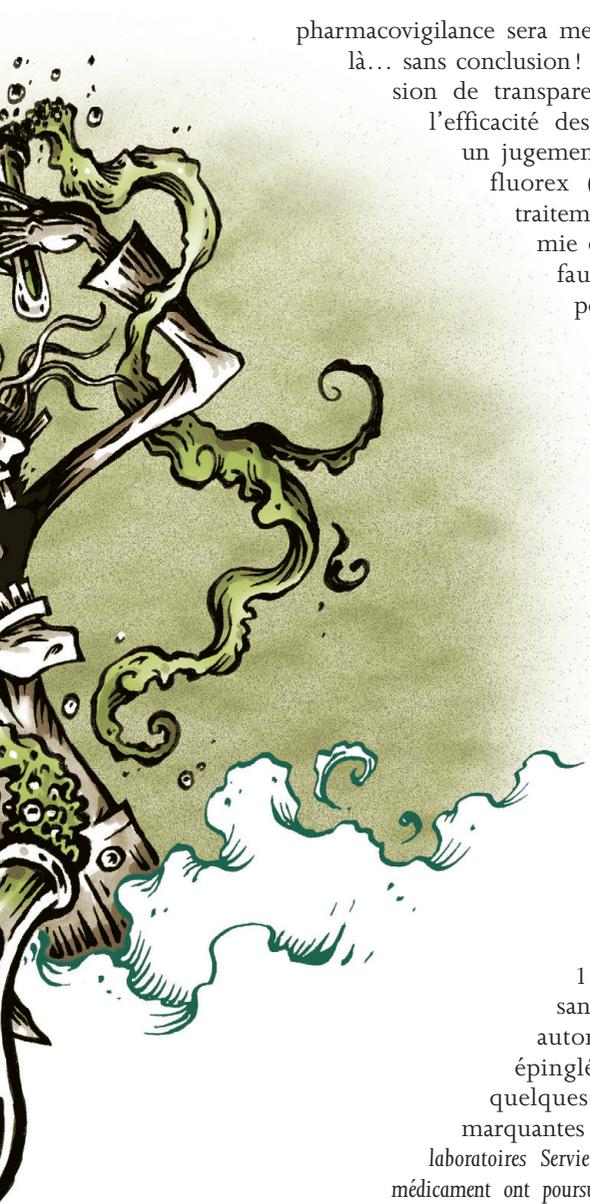
Responsabilités

C'est l'enquête épidémiologique d'Irène Frachon, entamée en 2007, qui conduira en novembre 2009 l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afassaps) à retirer du marché le Mediator®. Elle publie son livre⁴ en 2010, qui, comme on l'a vu, va l'opposer à Servier.

Pourtant, dès 2003, l'Espagne puis, en 2004, l'Italie, décident d'interdire ce médicament. La revue médicale *Prescrire*, indépendante des industries pharmaceutiques, recommande à ses lecteurs dès les années 1990 de ne prescrire ni le benfluorex ni aucun autre anorexigène, amphétaminique ou non. La revue remet en cause l'efficacité alléguée de ces produits et pointe les éventuels effets secondaires, en insistant sur les risques d'HTAP connus dès le début des années 1990 (et même avant comme décrit plus haut pour l'Aminorex®). L'interdiction de l'Isoméride® et du Pondéral® en 1997 a conduit à une augmentation de la prescription de Mediator®, détourné de son indication initiale et utilisé comme coupe-faim : une enquête de



pas forcément¹



pharmacovigilance sera menée dès ce moment-là... sans conclusion! En 1998, la commission de transparence⁵, qui statue sur l'efficacité des médicaments, émet un jugement négatif sur le benfluorex (Mediator[®]) dans le traitement de l'hyperlipidémie chez le diabétique: il faudra attendre 2007 pour que cette indication soit définitivement supprimée! La révélation de ce scandale sanitaire, après bien d'autres, va conduire le gouvernement d'alors et le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, sous le feu des critiques, à demander une enquête à l'Inspection générale des affaires sanitaires (Igas). Le rapport rendu public par cette dernière le 15 janvier 2011⁶ est sans appel. Servier et les autorités sanitaires sont épinglés sévèrement. Voici quelques-unes des analyses marquantes de ce rapport: «Les laboratoires Servier [...] dès l'origine du Mediator[®] en décalage avec sa réalité pharmacologique; l'Agence chargée du médicament [a été] inexplicablement tolérante à l'égard d'un médicament sans efficacité thérapeutique réelle; le système de pharmacovigilance [a été] incapable d'analyser les graves risques apparus en termes de cardiotoxicité du Mediator[®]; enfin, les ministres chargés de la Sécurité sociale et de la Santé gèrent avec lenteur les remboursements de médicaments à service médical rendu insuffisant, aboutissant dans le cas du Mediator[®] à des résultats inverses de ceux recherchés.»

Le principal effet de ce travail de l'Igas sera la transformation de l'Afssaps en Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), après l'exclusion de deux lampistes (des femmes). Une grande table ronde sur le médicament et sa politique sera initiée par le ministre... qui accouchera d'une souris. La notion de conflit d'intérêt sera largement popularisée, car ce qu'on apprend dans cette affaire, c'est la perversion des liens entre les industriels et les médecins, qu'ils soient

prescripteurs, experts ou décideurs. La formation initiale et continue des médecins est le plus souvent financée par l'industrie. Les experts médicaux qui sont chargés de rendre des avis ayant force de loi auprès des autorités sanitaires sont le plus souvent stipendiés par cette industrie: ainsi, en 2006, au moment où le ministère de la Santé devait reconduire le remboursement du Mediator[®], deux des principaux membres du cabinet du ministre avaient des liens avec le laboratoire Servier. Lequel a entretenu pendant des années des liens très forts avec le monde politique⁷. Les enquêtes ont mis en évidence les mensonges réitérés de Servier sur Mediator[®], mais aussi son mépris des malades: Jacques Servier se fout du procès en cours, pour lui l'annonce de cinquante morts (chiffre initialement avancé par la Caisse nationale d'assurance maladie) est un bon plan marketing (il n'en reconnaît que trois, dus selon lui à des erreurs de dosage). Il a tout fait pour contrarier les enquêtes sénatoriales⁸ et judiciaires, jouant avec l'aide des ses avocats de tous les subterfuges pour retarder les procès et semer des embûches aux enquêteurs. C'est aussi la mise en lumière de la façon dont les médecins sont manipulés, grugés, achetés, au mépris de la santé publique, de la solidarité et de la science. Le lobbying intensif des industriels, tant au niveau français qu'europpéen, s'intensifie d'année en année, dans la plus grande opacité, au détriment des patients et des systèmes d'assurance sociale. En trente-quatre ans, il y a eu «d'autres Mediator[®]»: Bruno Toussaint, directeur de rédaction de Prescrire, en liste quelques-uns⁹: «Staltor[®] (cérivastatine), Vioxx[®] (rofécoxib), Acomplia[®] (rimonabant), Avandia[®] (rosiglitazone) ont tous été retirés du marché ces dernières années en raison d'effets indésirables d'une gravité disproportionnée par rapport aux bénéfices qu'ils apportaient aux patients. Dans chaque cas, ces effets indésirables étaient connus depuis longtemps ou prévisibles...»

M.

1. Nous reprenons le titre d'une tribune publiée en 1977 par la revue Pratique (n° 13).

2. Cette revue, sous-titrée «Cahier pour la médecine utopique», a été fondée par le Syndicat des médecins généralistes (SMG) en 1976.

3. Alias Gilles Bardelay, un des cofondateurs du SMG puis, en 1981, de la revue Prescrire.

4. Aux Éditions Dialogues.

5. Pour essayer de comprendre le fonctionnement parfois opaque de toutes les commissions et agences chargées du médicament en France, voir le documentaire de Stéphane Harel, *Les Médicamenteurs*.

6. Pour les courageux, intégralité du rapport ici: <http://www.igas.gouv.fr/spip.php?article163>

7. Jacques Servier a reçu le grand-croix de la Légion d'honneur des mains de Sarkozy le 31 décembre 2008.

8. L'ex-sénatrice UMP Marie-Thérèse Hermange a été mise en examen pour avoir caviardé un rapport sénatorial sur le médicament au bénéfice de Servier.

9. *Le Monde* 11 décembre 2010, rubrique «débat».

Et peut-être que le **féminisme** trouve sa radicalité dans la lutte anarchiste...

COMMENÇONS PAR UN CONSTAT que d'aucuns qualifieraient d'évident: le sexisme gangrène depuis toujours le mouvement libertaire. Comme reflet d'une société elle-même régie par un système de domination homme-femme et comme héritier de codes et de pratiques virilistes associant la violence et l'action radicale à une force dont les femmes seraient, de fait, exclues. Or, cette évidence, nombreuses sont les personnes à ne pas l'assumer. On cherche alors à la voiler dans des discours fumeux et intellectualistes pour mieux contourner le problème. C'est alors par la violence du déni, voire par des attaques ouvertement sexistes, que les tenants d'un ordre dominant sclérosent une lutte qui ne se gagnera qu'en combattant les dérives patriarcales du militantisme libertaire. En effet, le premier terrain miné est celui que l'on foule quotidiennement: gestuelle genrée, inégalité dans la parole, positions de principe non suivies dans les actes, etc. Les luttes féministes et lesbiennes, gays, bi, trans ont été trop souvent reléguées dans les luttes sociétales, cantonnées aux recoins poussiéreux de la Révolution: puisqu'on vous dit que c'est acquis, surtout dans nos milieux! La voilà, la fameuse contre-évidence: si l'antisexisme est un principe fondateur, alors c'est que tout le monde le met en œuvre. Et c'est là que le bât blesse. Si nous sommes anarchistes c'est pour ne pas se contenter d'évidences ou de théories mais, par la pratique, déconstruire les dominations et commencer des actes révolutionnaires en changeant notre rapport aux autres, en établissant une relation d'égal à égale. Cela suppose une démarche personnelle pour chacun, mais également un travail collectif remettant en cause des fonctionnements profondément ancrés dans les pratiques militantes. La Fédération anarchiste a pu refaire ce constat lors de son dernier congrès: ce n'est pas seulement l'aveu d'un fossé souvent trop grand entre des principes de base et leur mise en œuvre, c'est aussi l'aboutissement de plusieurs progrès en son sein arrachés de haute lutte.

Il y a trente ans, la commission Femmes s'attela à donner une voix féministe à la FA en s'inscrivant dans des luttes contre l'ordre

moral établi: droit à l'avortement, liberté sexuelle, précarité des femmes dans le monde du travail. Puis la commission antipatriarcale s'est formée afin de redonner un souffle au féminisme dans la Fédération anarchiste, mais, en 2001, elle a quitté l'organisation. Depuis quelques années les militants se sont interrogés sur les moyens à se donner pour ramener cette lutte au centre des



priorités à la Fédération anarchiste. Leurs attentes ont pu être déçues, et le chemin à faire reste long. Les compagnes et compagnons ayant fait le choix d'une construction commune en tant qu'organisation anarchiste révolutionnaire savent que les obstacles sont nombreux: par des difficultés à évoluer dans nos pratiques, et par la mauvaise image que l'on renvoie, justifiée mais souvent amplifiée et déformée. Aussi faut-il se doter d'outils qui nous permettent de démontrer qu'un anarchisme sans féminisme est un contresens dans l'idéal et les pratiques qui nous animent. Les Mujeres Libres, Louise Michel, Emma Goldman, Voltairine de Cleyre sont autant de voix qui chuchotent et crient en nous un combat qui nous concerne toutes et tous. Les écrits théoriques et les professions

de foi ne remplaceront pas la nécessité d'une parole libérée, présente dans toutes les luttes sociales. Deux commissions ont émergé: l'une mixte, travaillant à renouveler des positionnements de fond sur différentes thématiques (déconstruction des genres, prostitution, anarchaféminisme...) pour rendre audibles et visibles l'antisexisme dans nos pratiques et dans nos choix de luttes; l'autre non-mixte et qui aura un rôle de vigilance afin de révéler les problèmes inconnus ou ignorés, pour à terme les vaincre. Cela ne se fera pas sans une pédagogie et une patience têtues de la part de tous les militants et militantes qui devront se réapproprier l'espace de parole, le temps d'un féminisme attentif à tout acte.

En ce sens, et parce que nous ne pouvons être à la hauteur du travail que font les organisations féministes ou LGBT, aborder le féminisme comme une lutte transversale est un moyen de ne pas hiérarchiser les luttes. Lorsque nous abordons la lutte contre le capital, comment occulter la domination du patriarcat et son rôle d'asservissement, de maintien d'un désordre immoral? Et le féminisme étant cette idée radicale que les femmes sont des êtres humains, ne devons-nous pas affirmer une certaine logique dans notre anarchisme? En gardant toujours à l'esprit que là où sont les luttes sociales, la lutte des classes, le féminisme est toujours concerné, nous aurons réalisé quelque chose, femmes, hommes, lesbiennes, gays, bi et trans. Ainsi, depuis novembre 2012, la FA s'est engagée aux côtés d'Act-Up Paris pour contrer l'homophobie et le sexisme décomplexés, nous avons appris à leurs côtés les luttes LGBT, et nous continuons à apprendre, à construire des liens entre notre pratique anarchiste et des luttes trop longtemps désertées par le mouvement auquel nous appartenons. C'est dans le même esprit que la Journée des femmes présente un service d'ordre mixte, et que, dans les autres manifestations, l'organisation repose sur les militantes et militants. N'assombrissons pas plus notre pavillon... ajoutons-y du violet et un arc-en-ciel. Donnons-nous les moyens de combattre le sexisme, afin que la Révolution ne s'arrête pas à nos portes.

Marine

Groupe Marx Sisters and Brothers de la FA

La tentation du bitume



Ah, si seulement tous les livres de sciences humaines étaient aussi bien écrits, aussi clairs, aisément compréhensibles et pourtant aussi rigoureux et intelligents ! *La Tentation du bitume*, où s'arrêtera l'étalement urbain ? de Eric Hamelin et Olivier Razemon (éditions Rue de l'Échiquier, 14 euros) s'attaque, enfin, à un vilain problème. La lèpre pseudo-urbaine qui se vomit sur la campagne : vous les avez vus, ces interminables alignements de Buffalo Grill, Léon de Bruxelles, Castorama, de stations-services, d'entrepôts et de zones industrielles, d'énormes hangars gris vaustrés sur d'énormes parkings gris, derrière des bannières rouges et des panneaux orange. Vous les avez vues ces périphéries de grandes villes, de villes moyennes et même de petites villes, toutes identiques, toutes laides, niaisées et consternantes. Il y a quarante ans, on ne connaissait pas, en France, ce phénomène américain. Depuis, la campagne abandonne, tous les dix ans, l'équivalent de la surface d'un département français, non pas à la ville, non pas à la ville vivante et belle, mais à un cauchemar hybride qui joint l'anonymat de la ville à l'ennui de la banlieue. D'autres manières de le dire ? Un studio de 30 m² à chaque seconde, ou huit fois la ville de Paris par an ! Précisément, la catastrophe américaine (la conurbation de Los Angeles occupe une superficie égale à celle du Portugal) aurait dû nous avertir. Mais, partout en Europe, on reproduit les erreurs américaines. En Europe ? Dubaï n'est qu'un gigantesque enchevêtrement de bitume et de verre, et la Chine s'est jetée dans l'étalement avec autant de fougue que dans la production de CO₂.

L'un des nombreux mérites du livre réside dans la présentation des faits, et jusque dans un texte de science-fiction, dont voici un extrait des plus plausibles : « Ces dernières années, le ministère de la Sécurité et du Risque Zéro a imposé la disposition, à l'entrée des zones d'habitat, de drapeaux colorés identifiant très précisément le type de résidents. Les quartiers de propriétaires disposant d'une piscine sont signalés par un standard bleu roi, ceux qui se contentent d'un jardin sont identifiés en bleu clair, le vert désigne les pavillons mitoyens et le jaune les immeubles avec balcon, l'orangé étant réservé à ceux qui vivent dans un immeuble social. »

La description factuelle n'a pas moins de précision : « Le visiteur est en revanche surpris par la présence de blocs rocheux, aussi volumineux qu'un gros meuble, posés à l'entrée des chemins piétonniers ou le long des routes, et qui rappellent vaguement la moyenne montagne. Qu'ils soient destinés à empêcher le passage des véhicules à moteur ou simples objets décoratifs [...], extraits du sol au moment où le terrain a été viabilisé, ils ont été laissés sur place, parce qu'ils sont trop lourds à transporter, ou parce que leur présence rappelle à l'habitant le caractère "naturel" de l'endroit où il vit. Les maisons peinent à cultiver l'originalité. Les architectes ont manifestement songé à rentabiliser leur intervention, tout en conservant aux habitations le caractère de maison individuelle sans lequel le "produit" ne se vendrait pas. Sur la devanture des pavillons, on remarque, à des fins de personnalisation, des céramiques à la provençale, portant les numéros de rues, achetées un soir d'été dans une boutique de Saint-Paul-de-Vence, ou, plus probablement, auprès d'un distributeur spécialisé. »

Un autre mérite du livre consiste à démontrer qu'il y a plus de causes que l'on ne croit à ce déclin du beau et de l'heureux. Bien sûr, l'illusion que l'entrée dans la classe moyenne, voire la montée dans les classes

supérieures passe par l'acquisition d'un pavillon pour les uns ou d'une villa pour les autres joue un rôle prépondérant. Bien sûr, la politique à très courte vue des édiles joue aussi son rôle (O joie ! McDonald's et KFC viennent nous distribuer des emplois !). Mais il y a moins évident : « Ainsi, même un citadin qui vit au cœur d'une ville dans un immeuble ancien, qui se montre extrêmement attentif à son empreinte écologique et ne se déplace jamais en voiture, contribue sans le savoir à l'étalement urbain. Imaginons [...] qu'il lui prenne l'envie, un vendredi, de carreler sa salle de bains pendant le week-end. Il pourra exiger qu'on lui livre son carrelage à temps. Pourquoi ? Parce qu'il existe, à quelques dizaines de kilomètres de son domicile, en périphérie de la ville, des entrepôts suffisamment vastes pour que l'on y puisse trier et sélectionner le produit demandé. Et que, pour importer des marchandises, on a bâti des routes, des ports, des aéroports, autant d'infrastructures extrêmement consommatrices d'espace. » Les trois quarts du livre sont consacrés à l'élucidation d'autres causes encore, et à la discussion des difficultés qu'elles posent au combat contre l'étalement urbain. On peut toutefois regretter que les auteurs ne donnent pas assez de place à un phénomène essentiel, trop souvent négligé par l'anarchisme moderne, alors qu'il fut central dans l'anarchisme 1900 : l'explosion de la population. Trois cents millions d'habitants aux États-Unis. Un milliard trois cent millions en Chine. Plus de soixante millions en France. Seize millions aux Pays-Bas. Malthus avait tort de prédire la famine ? Pourtant, McDonald's devrait glisser son livre dans chaque happy meal...

Nestor Potkine



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Gustave Lefrançais et les malentendus de l'histoire

Claude Fréjaville

GUSTAVE LEFRANÇAIS EST TRÈS CONNU des spécialistes de la Commune et, d'une manière plus générale, des historiens du XIX^e siècle, ses *Souvenirs d'un révolutionnaire* (1902) sont une des sources importantes pour les commentateurs de cette période. Jeune instituteur, il participe aux journées révolutionnaires de 1848. Il est révoqué pour ses idées révolutionnaires, insurgé en 1851 puis, exilé à Londres, il rencontre l'anarchiste Joseph Déjacque. De retour en France, il devient l'un des grands animateurs socialistes des réunions populaires parisiennes. Élu de la Commune, il est le premier président de l'Assemblée de Paris en 1871 et une des personnalités de la minorité socialiste antiautoritaire ; il sera parmi les derniers résistants face aux Versaillais. Puis, réfugié en Suisse, il s'oppose au conseil général de l'Internationale et présida le fameux congrès antiautoritaire de Saint-Imier. Eugène Pottier lui dédicça le chant *L'Internationale* et il fut même le secrétaire d'Élisée Reclus. Pourtant, Lefrançais est boudé par les anarchistes et, curieusement, récupéré par des marxistes à tendances libertaires. C'est Daniel Bensaïd qui lui consacre une petite étude, élogieuse mais discrètement orientée, car le « camarade » est ainsi rattaché à la grande famille des communistes marxistes : « Avec Lefrançais, on est en bonne compagnie. On se sent tout simplement chez soi », écrit-il. Mieux encore, un « philosophe marxiste, nietzschéen et heideggerien », qui préfère garder l'anonymat, a pris son nom pour signer des articles sur Internet. Ainsi un Gustave Lefrançais s'exprime sur *Rouge Midi*, journal communiste pour le rassemblement. Ce traitement du personnage

historique laisse une étrange impression de récupération et de refoulement mêlés.

Il est déjà surprenant de constater qu'il n'a pas fait l'objet d'une biographie ou d'une étude particulière. En dehors de cette évocation de Bensaïd, de la notice du Maitron, et de l'étude que Jan Cerny lui a consacrée en présentation des *Souvenirs*, il n'y a rien ! Cet article n'a pas la prétention de combler ce vide, mais souhaite relever trois malentendus de l'histoire à son propos. Lefrançais se disait communiste, il fut à l'occasion « électoniste » et critiqua vivement les anarchistes après 1880 ! Voilà, ce que le présent article voudrait aborder, en attendant que des curieux ou des chercheurs plus compétents approfondissent la question à partir des archives disponibles à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam, notamment la suite manuscrite de ses *Souvenirs*.

Lefrançais et le communisme

Gustave Lefrançais est un vieux communiste quarante-huitard, sous l'influence de Fourier et de Pierre Leroux. Mais il évolue lors de son exil londonien, au contact de Joseph Déjacque, qui revendique un anarchisme encore plus radical que celui de Proudhon. Ce radicalisme, dû en partie à la proscription, se rencontrait chez des socialistes indépendants qui, à l'exemple d'un Ernest Cœurderoy, se tenaient en dehors des écoles et des partis, s'inspirant autant du fouririsme que de l'anarchisme proudhonien. De retour en France, Lefrançais fréquenta les proches de Proudhon, Alfred Darimon et Georges Duchêne notamment, et « milita »

avec Alfred Briosne qui présentait le collectivisme comme une synthèse de l'individualisme et du communisme. Lefrançais se tenait à distance des communistes un peu mystiques ou attardés du babouvisme et des doctrinaires du blanquisme et, en parlant de ses propres positions à la troisième personne, il « s'affirme communiste également, mais [il n'a] pas encore trouvé de définition donnant une idée précise de la façon dont [il] comprend l'organisation sociale de l'avenir » (Souvenirs d'un révolutionnaire). Son communisme s'inspirait des idées de son compagnon Briosne et s'opposait à l'individualisme du « Fais ce que veux », comme au communisme du « Puise à même le fonds commun de la richesse sociale ». Sa conception du socialisme est essentiellement mutualiste-collectiviste et, selon lui, les anarchistes, après 1873, n'avaient rien apporté de nouveau : « Lorsqu'on parcourt la littérature anarchiste – brochures, livres, journaux, manifestes et programmes de leurs divers groupements – on s'aperçoit promptement qu'aucune de leurs critiques et revendications politiques et économiques contre l'ordre social actuel ne diffère, dans la forme ni dans le fond, de celles exposées depuis longtemps par les socialistes qui les ont précédés. » Sa référence à l'anarchisme proudhonien apparaît très nettement quand il ajoute : « Je ne leur ferai non plus l'injure de supposer qu'ils s'imaginent même avoir inventé l'abstention électorale. »

Le communisme libéral d'un Varlin ou d'un Lefrançais ne doit donc pas être confondu avec le communisme libertaire de la deuxième génération, dont Kropotkine, « partisans de l'abandon de la parole collectiviste », affirmait la nouveauté en commentant le texte initiateur de Cafiero (Communisme et anarchie, 1880).

Lefrançais et les élections

Gustave Lefrançais est abstentionniste en 1863, mais il eut l'idée avec Duchêne d'une petite provocation qu'il raconte ainsi dans ses Souvenirs : « Nous avons eu la drolatique pensée, Duchêne et moi, de donner à l'abstention une expression plus tangible, en l'incarnant dans une candidature unique pour toutes les sections de Paris et dont le caractère burlesque eût indiqué nettement le but que nous nous proposons. » Mais, en 1869, Lefrançais est désespéré : « Plus de socialistes, tous candidats ou électeurs » et il raconte comment il sera conduit à devenir, lui-même, candidat de l'abstention. Cette campagne de protestation conduira à la Commune où les révolutionnaires se firent élire, non pour « légiférer » (même s'ils le feront à propos de Paris!), mais pour faire sécession avec l'ordre politique du pays. Lefrançais est avec les minoritaires : « Adversaires absolus de la notion d'autorité gouvernementale et convaincus que la révolution sociale ne s'effectuera que lorsque les institutions politiques actuelles, toutes représentatives du principe autoritaire, auront cédé la place à de nouvelles institutions ayant l'autonomie communale pour base » (Étude sur le mouvement communaliste). Quant à sa candidature aux législatives de 1889, elle fut de circonstance pour s'opposer au boulangisme et totalement



réactive. Murray Bookchin en fait un précurseur du municipalisme libertaire, mais il faut souligner que Lefrançais n'avait pas connaissance d'expériences postérieures, notamment celles des « provos » hollandais et des Verts, pour juger de la validité de l'option participative aux municipales. Mais c'est surtout la protestation du communard adressée aux grands théoriciens du communisme libertaire qui fut interprétée comme une attitude anti-anarchiste et le mit à l'index du mouvement.

Lefrançais et l'anarchisme

En écrivant son brûlot *Où vont les anarchistes ?* en 1887, Lefrançais provoqua une violente riposte des anarchistes suisses, qui le traitèrent de renégat et de votard ! Max Nettlau classe ce texte, dans la *Bibliographie de l'anarchie*, parmi les critiques autoritaires anti-anarchistes. Pourtant, il devance le célèbre réquisitoire anti-individualiste que Merlino formulera en 1893 (*L'Individualisme dans l'anarchisme*) et qui demeure un classique du mouvement. Lefrançais est ainsi le premier à avoir condamné les stupidités anti-organisationnelles du spontanéisme libertaire, à remettre

en cause l'antipatriotisme dans son illusion pacifiste, à critiquer l'abondancisme et l'économie de prise au tas, l'aventurisme dangereux de la reprise individuelle et la violence aveugle de la propagande par le fait. Mais, s'il rejette catégoriquement l'attitude de cet anarchisme qu'il qualifie de « moderne », c'est au nom d'un anarchisme socialiste révolutionnaire. Il reproche surtout à ces anarchistes « modernes » leurs prétentions nouvelles attachées au dogme individualiste. « Quant à leurs négations, écrit-il, leurs critiques du présent, il y a belle lurette que les socialistes de toutes écoles sont d'accord sur ces négations et ces critiques. Depuis que Proudhon a passé par là, elles sont monnaie courante pour tous les révolutionnaires. »

Il est intéressant de noter que Lefrançais ne fait pas allusion au congrès de Saint-Imier, qu'il présida, pour commenter la naissance de cet « anarchisme moderne », mais au 6^e congrès tenu à Genève en 1873, qui vota la révision des statuts généraux, « dans lequel, écrit-il, furent rompues toutes attaches avec le conseil général de Londres, dont les allures dictatoriales, sous l'influence de Marx, avaient soulevé une formidable opposition parmi les sections demeurées fidèles à l'esprit fédéraliste qui avait jusque-là caractérisé l'Internationale



tout entière.» Il se rappelle à l'occasion «avec quelle fougue toute méridionale, le compagnon Brousse [...] raillait les partisans du quatrième état, dont il est aujourd'hui l'un des plus fervents zélateur.» Ce que Lefrançais reproche encore à cette deuxième génération d'anarchistes, et à Reclus lui-même, c'est une remise en cause de la Commune: «Pauvre Commune! traitée d'autoritaire», écrit-il. Il défendait la nécessité d'une administration des services publics en s'appuyant sur le rapport belge présenté au congrès de l'AIT de Bruxelles en 1874. Celui-ci avait suscité quelques réactions légitimes de James Guillaume, non pas sur la nécessité des services publics, mais sur l'usage du mot État et des confusions qui pouvaient s'ensuivre. Or, si De Paepe, qui était à l'origine de ce rapport, évolua comme l'avait senti Guillaume vers un socialisme d'État avec Brousse, Costa et Malon, Lefrançais n'évolua pas avec eux vers le parlementarisme!

Enfin il dénonce avec lucidité la dangerosité de la propagande par le fait, mais il ne condamne pas ces actes par pleurnicherie morale. Il avoue, face à la «morale» bourgeoise, admirer ces révoltés, mais il refuse la politique de l'exemple: «Est-ce pour substituer un

brigandage à un autre que les prolétaires luttent et meurent depuis tant d'années?

» «Eux dessous, nous dessus», telle était la formule adoptée par la bourgeoisie – suivant Danton – lors de la Révolution, en parlant de l'aristocratie qu'il s'agissait de renverser.

» «Ni dessus, ni dessous», telle la formule des révolutionnaires socialistes.

» Les procédés recommandés par les anarchistes nous ramèneraient simplement à la première de ces formules.

» Il y aurait substitution et non révolution – mais les travailleurs n'en continueraient pas moins à rester «dessous».

La critique de Lefrançais est pertinente mais, contrairement à Merlino, il n'abandonne pas ces convictions anarchistes. En 1897, il répond ainsi à une enquête de la Revue blanche: «La situation avilissante dans laquelle se trouve à cette heure la République française, situation voulue par tous ceux qui ont tenu en main le gouvernement depuis le 4 septembre 1870, en fidèles continuateurs du système inauguré par les républicains le 24 février 1848, prouve clairement que le prolétariat n'a rien à espérer de ceux qui ne veulent point reconnaître que la révolution et l'autorité – républicaine ou royaliste – sont antagonistes. [...] Les vingt-cinq années qui se sont écoulées depuis n'ont fait que me convaincre de plus en plus que cette minorité [de la Commune] avait rai-

son et que le prolétariat n'arrivera à s'émanciper réellement qu'à la condition de se débarrasser de la République, dernière forme, et non la moins malfaisante, des gouvernements autoritaires. Mais s'il s'entête dans la folle espérance d'arriver à son émancipation par la fameuse «conquête des pouvoirs publics», il se ménage certainement une nouvelle et sanglante déception, dont il pourrait bien ne plus se relever de longtemps.»

Dans son testament qui fut lu le jour de son enterrement, il disait encore: «Je meurs de plus en plus convaincu que les idées sociales que j'ai professées toute ma vie et pour lesquelles j'ai lutté autant que j'ai pu sont justes et vraies. Je meurs de plus en plus convaincu que la société au milieu de laquelle j'ai vécu n'est que le plus cynique et le plus monstrueux des brigandages. Je meurs en professant le plus profond mépris pour tous les partis politiques, fussent-ils socialistes, n'ayant jamais considéré ces partis que comme des groupements de simples niais dirigés par d'hontés ambitieux sans scrupules ni vergogne...»

Lefrançais n'a pas besoin d'être réhabilité, mais doit être compris pour ce qu'il était: un anarchiste sincère en désaccord avec l'évolution d'un mouvement qui privilégiait l'individualisme philosophique et le communisme idéologique au détriment du socialisme révolutionnaire et antiautoritaire qui avait été à son origine.

C. F.

Religions, sciences et société

L'Empire contre-attaque

Marc Silberstein

Groupe libertaire Louise-Michel

EN ENTRANT DANS LE LOCAL du *Monde libertaire*, un ami, avisant le tableau des articles prévus, lit de loin un mot vite griffonné : « crétinisme ». Il s'agissait en fait du mot « créationnisme » (la croyance que l'univers, le vivant, l'Homme, l'âme sont, d'une manière ou d'une autre, créés par Dieu)... La confusion, tant visuelle que thématique, allait de soi ! Mais, plaisanterie mise à part, soyons vigilants et ne laissons pas penser, notamment par confort, que le créationnisme ne relèverait que du crétinisme de quelques illuminés confits en dévotion. Malheureusement, ce mouvement pluriel, aux agissements et aux stratégies multiples, prétend redevenir, dans des domaines pourtant débarrassés de la tutelle des religions (la science et l'enseignement), le héraut d'une doctrine dangereuse, celle qui voit le spiritualisme et le finalisme, fût-ce sous des formes atténuées, se présenter comme les maîtres-étalons de la pensée relative au monde et aux êtres.

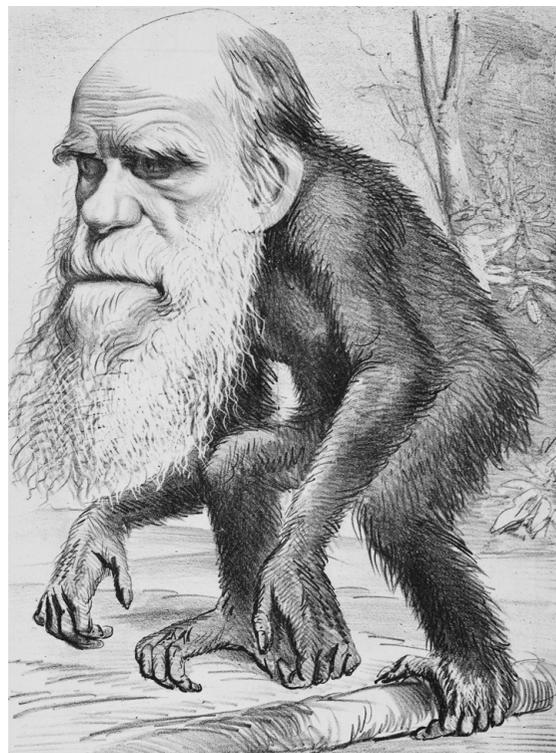
Cyrille Baudouin et Olivier Brosseau, dans leur livre *Enquête sur les créationnismes. Réseaux, stratégies et objectifs politiques*¹, contribuent de manière magistrale à l'analyse de la situation française et européenne quant à cette nouvelle irruption des religions dans les sciences (biologie, cosmologie, etc.) et dans l'enseignement. Il est malheureusement courant d'entendre affirmer péremptoirement que la France, et plus largement l'Europe, seraient protégées contre ce type d'attaques spiritualistes qui trouve certes un terrain plus propice aux États-Unis. Or, l'existence en Europe de nombreux gouvernements ou parlements de droite, voire de droite confessionnelle, rend caduc ce tableau simpliste. La récente mobilisation en France du ban et de l'arrière-ban d'une droite catholique revan-

charde, ultraréactionnaire, homophobe, sexiste et « théoguidée » – du genre travail-famille-patrie – est aussi un indice inquiétant : dans un contexte favorable, avec l'amplification des désastres socio-économiques, cette droite aura à cœur de tout placer sous sa férule, les mœurs bien sûr, mais aussi les sciences et leur enseignement, à l'instar de ce qui est réclamé par des groupes de pression homologues aux États-Unis, lorsqu'ils veulent imposer dans les écoles l'enseignement de la Bible comme récit de la création conjointement à la théorie de l'évolution, ravalée au rang d'hypothèse dont on peut se dispenser. Autre idée préconçue sur les créationnismes : ils ne seraient que l'émanation des franges fondamentalistes des trois monothéismes, et ne feraient pas partie de l'appareil doctrinal des religions dites normalisées. Forts d'un solide argumentaire issu de plusieurs années d'enquête et de la collecte d'une vaste documentation (entièrement référencée dans le livre), et d'un courage politique qui fait défaut à bien des commentateurs dès lors qu'il s'agit de rentrer dans le lard des religions prétendument honorables², Baudouin et Brosseau, en nous proposant un panorama des forces en présence dans l'Europe chrétienne, mais aussi en Turquie, tête de pont du mouvement créationniste musulman à destination de l'Europe, réfutent cette allégation indolente.

Notons encore que ce livre a ceci de particulièrement éloquent qu'il ne se penche pas seulement sur le problème des attaques religieuses contre la biologie darwinienne de l'évolution ; il montre, comme l'indique son sous-titre « objectifs politiques », que ces mouvements créationnistes visent, au-delà de leur métaphysique frelatée sur l'origine de l'uni-

vers et du vivant, à imposer un ordre moral implacable. Si les auteurs parlent des créationnismes – le pluriel étant la marque d'une diversité culturelle (catholicisme, protestantisme, évangélisme, islam et autres sectes) et de stratégies d'attaque et de contre-attaque hétérogènes –, il n'en demeure pas moins que le but ultime et unificateur de ces mouvements est la mainmise morale et politique sur les modes de pensée et de vivre qui affirment se dispenser du magistère de la religion et de ses diktats. Or, les néocréationnismes états-uniens, grâce à leurs centaines de millions de dollars, sont une des forces politiques les plus puissantes du plus puissant des pays : leur capacité de lobbying et de subversion des idées émancipatrices est colossale. Ce livre décrit attentivement les méandres de ces milieux où se mêlent finances, business, idéologie ultralibérale en matière d'économie, rigorisme des mœurs, haine du rationalisme, du matérialisme et de l'athéisme, etc.

Une toute dernière remarque, qui n'épuise évidemment pas la richesse documentaire de ce livre. Les moins bourrins de ces mouvements ne relèvent pas d'un créationnisme à l'ancienne (création de la Terre en six jours, Adam et Ève, le Déluge, etc.), mais usent d'une rhétorique alambiquée amalgamant une sorte d'évolutionnisme (conforme en grande partie à ce que la science en dit) et une théologie qui la surplombe³. L'idée forte, ici, vise à « déboulonner la statue de Darwin », leur ennemi absolu (car il a conçu une théorie de l'évolution matérialiste, dépourvue de tout recours à un ordre divin, incluant le hasard, etc.). Or, cette éviction de Darwin, c'est ce que réclament aussi certains libertaires chez qui il est de bon ton



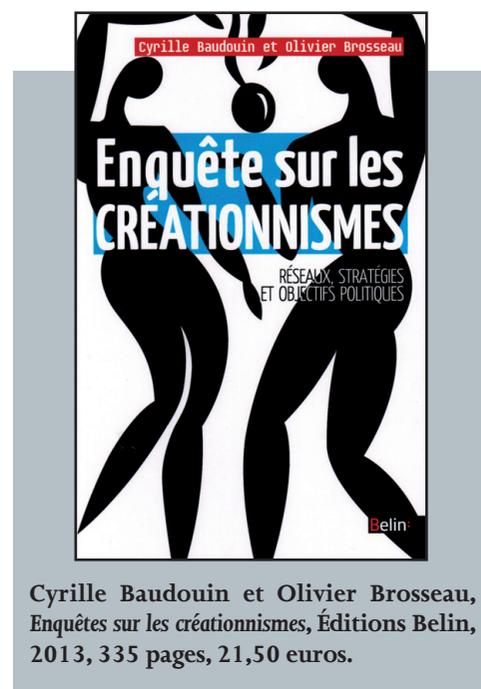
de vouer aux gémonies la théorie darwinienne de l'évolution, avec les mêmes pseudo-arguments (la prétendue faillite de la théorie darwinienne, les lacunes explicatives de la théorie, l'idéologie de la compétition capitaliste qui serait inhérente au darwinisme, etc.)⁴. Certes, les uns se tournent vers Dieu là où les autres sont, je l'espère, athées, mais ces convergences basées sur des contre-vérités, et parfois sur une incompetence manifeste, sont troublantes pour tous ceux qui considèrent la théorie darwinienne de l'évolution comme l'un des piliers du patrimoine universel d'une humanité qui ne s'abstient pas de penser. Les créationnistes peuvent leur dire merci pour cette proximité qu'on aurait voulu croire impossible... **M. S.**

1. Éditions Belin, 2013, préface de Guillaume Lecointre, 335 pages, 21, 50 euros. À commander à Publico.

2. Il faut savoir qu'en France un des spécialistes de la question est un prêtre dominicain, missionné par le Vatican pour défendre l'Église catholique contre l'accusation pourtant évidente qu'il s'agit de la plus puissante des religions œuvrant pour soumettre les sciences à son message théologique...

3. Le livre offre une typologie des formes variées des créationnistes et permet de comprendre en quoi elles diffèrent et en quoi elles sont tout de même redevables de la même appellation. Soulignons l'effort des auteurs qui ont su conduire le lecteur sur les chemins parfois escarpés de l'épistémologie (= philosophie des sciences) de la biologie de l'évolution, notamment grâce à des entretiens avec des spécialistes.

4. Voir un exemple récent qui condense l'essentiel des erreurs, mésinterprétations et manipulations des faits et des idées : Thierry Lodé, « Gène égoïste, gène généreux ? La biologie dans tous ses états », *Le Monde libertaire*, n° 1699. Et également Jean Monjot, « L'être humain et le darwinisme », *Le Monde libertaire*, n° 1701.



Cyrille Baudouin et Olivier Brosseau, *Enquêtes sur les créationnistes*, Éditions Belin, 2013, 335 pages, 21,50 euros.

Géographie et anarchie

C'EST CE QU'ON APPELLE un ouvrage de référence, plus de 600 pages sur un sujet encore peu connu mais passionnant dont le spécialiste est Philippe Pelletier, géographe et militant anarchiste. Nous sommes à la fin du XIX^e siècle, le public cultivé s'entiche des dernières *terra incognita* du globe, l'Afrique du Sahara et des Montagnes de la Lune, le passage du Nord-Ouest et la conquête des pôles, l'Asie des territoires fermés du Népal au Tibet. Les voyages extraordinaires de Jules Verne font de nombreux émules. Dans ce monde à la fois pitto-

resque et terriblement violent des explorations à visées scientifiques et politiques, la France et l'Angleterre sont les deux grandes puissances coloniales.

Les géographes, comme l'écrit Philippe Pelletier, servent à délimiter du territoire, et donc du pouvoir, des frontières, des régions, ils font partie des voyages d'exploration et de conquête. Sans cesse leur regard se partage entre la nature et le politique.

Parmi ces géographes qui n'ont rien de rats de bibliothèque, plusieurs ont partie liée avec l'anarchie : Élisée Reclus, Lev Metchnikoff, qui fut son secrétaire et participa à la *Nouvelle Géographie universelle*, la grande œuvre d'Élisée, Pierre Kropotkine, théoricien de l'anarchisme qu'on ne présente plus.

À la fin du XIX^e siècle, la confiance est grande dans le pouvoir de la science et le progrès inéluctable de l'homme. La géographie, trop longtemps dans le giron de l'histoire, est une discipline neuve en France, elle se constitue et devient autonome avec Paul Vidal de La Blache dans les années 1880. Reclus est son contemporain, mais va pousser beaucoup plus loin le travail sur la géographie sociale. Il va, par exemple, penser l'extension des villes comme un phénomène du haut degré de la civilisation. Il imagine déjà les banlieues, l'interpénétration de la campagne et de la ville. La ville qui, si elle est parfois noire, sale, industrielle et inégalitaire, est aussi le lieu du patrimoine, de la culture, de l'association, des libertés publiques et, en bout de chaîne, de la révolution. Car, du point de vue politique comme géographique, rien n'est fixé à

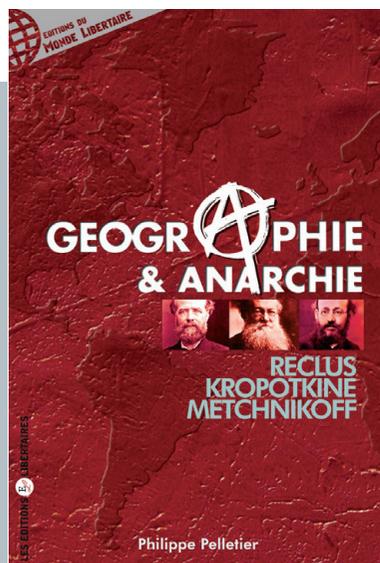
demeure : « La géographie n'est pas un donné immuable. Elle se fait et se refait jour après jour. Elle est modifiée à chaque instant par l'action des hommes. » L'homme n'est pas soumis au milieu, il est capable de s'adapter et même de transformer son milieu, évaluer les contraintes et, par l'action de la coopération et de l'entraide, il est capable de dépasser tout prétendu « fatalisme géographique ».

Le géographe, en faisant de sa discipline une passerelle entre les sciences naturelles (géographie physique) et les sciences humaines (géographie sociale), intervient dans les questions de pouvoirs, de colonialisme, d'exploitation des ressources, d'organisation des villes. Le parcours de Reclus sera très significatif à ce propos, il évoluera de la géographie physique de *La Nouvelle Géographie universelle* à l'aspect plus social de *L'Homme et la Terre*.

Parce que la géographie et les conditions d'existence sont un élément essentiel pour un projet de société, géographie et anarchie ne pouvaient éviter de naître presque au même moment du siècle, et de grandir en s'entre-croisant. La géographie participe de l'étude des besoins de l'homme, de ce qui est nécessaire à son bonheur, et l'anarchie est, pour Reclus, la forme sociale qui intègre le mieux cette dimension du bonheur.

Conscient de ne pouvoir ici que survoler un ouvrage d'une telle densité, je ne peux que renvoyer chacun à la lecture exigeante, mais passionnante, du livre de Philippe Pelletier.

Thierry Guilabert



Philippe Pelletier, *Géographie et anarchie*, Reclus, Kropotkine, Metchnikoff, Éditions libertaires, 604 pages, 24 euros.

La valise mexicaine

CETTE EXPOSITION présente la fameuse et mystérieuse « valise mexicaine » de Robert Capa. De quoi s'agit-il ? En fait de trois boîtes contenant les négatifs de 4500 photographies prises par Capa, sa compagne Gerda Taro et leur ami Chim, durant la guerre civile espagnole de 1936 à 1939. Ces trois boîtes de rouleaux photos avaient disparu en 1939 (en France) et ne sont réapparues après bien des pérégrinations qu'en 2007 à... Mexico. Elles sont présentées aujourd'hui à Paris au Musée d'art et d'histoire du Judaïsme¹. Raison évidente du choix du lieu, l'origine des auteurs : Robert Capa (de son vrai nom Endre Ernő Friedmann), juif hongrois, Gerda Taro (Gerta Pohorylle), juive allemande, Chim (Dawid Szymon alias David Seymour), juif polonais, auxquels il faut adjoindre Fred Stein, juif allemand dont certains clichés datant de 1935 figurent aussi dans l'exposition (à cette époque Gerda Taro louait une chambre dans l'appartement de Chim). Quatre juifs donc fuyant les persécutions dans leur pays, se retrouvant à Paris puis se rendant (pour les trois premiers) dans l'Espagne révolutionnaire.

Nous avons donc accès à des planches-contact et à certaines photos qui en sont extraites, présentant un intérêt certain. Celles de Chim – destinées au magazine communiste *Regards* – sont prises en 1937 au Pays basque. Celles de Capa et Taro concernent,

elles, Barcelone, le front d'Aragon et Madrid. C'est d'ailleurs près de Madrid, pendant un combat à Brunete en juillet 1937, que Gerda Taro perdra la vie, écrasée accidentellement par un char d'assaut républicain, et devenant ainsi la première femme photographe tuée au combat. Capa et Taro, dont les photos étaient destinées au magazine *Vu*, ont pratiquement inventé (ou réinventé) le photoreportage de guerre en opérant au plus proche des combats.

Un autre intérêt de l'exposition est de rendre à César ce qui appartient à César, en l'occurrence à Gerda Taro, dont le travail a souvent été occulté ou attribué à son compagnon Robert Capa. Ici on peut voir les planches de l'une et de l'autre côte à côte et les comparer. Ainsi par exemple cette barrière fortifiée photographiée par Capa : miliciens de dos, dirigeant leurs fusils vers l'ennemi. Sur la photo de Taro, le même mur fortifié, les mêmes fusils posés dessus et dirigés vers l'ennemi, mais plus un seul milicien ; explication : c'était l'heure de la sieste !

Exposition intéressante donc, mais deux réserves : d'abord, à part les photos et les reproductions de unes de journaux, les planches-contacts, sont difficiles à visualiser, même avec les tablettes-loupes mises à dis-



Gerda Taro et Robert Capa en 1935 à Paris (photo : Stein)

position par le musée. Ensuite, les reportages ont été effectués dans le cadre des Brigades internationales et du 5^e régiment de Lister (le fossoyeur des collectivités d'Aragon). Autant dire que les anarchistes ne sont guère présents sur ces photos ; ce qui n'est pas une raison de se priver d'une visite à ce musée.

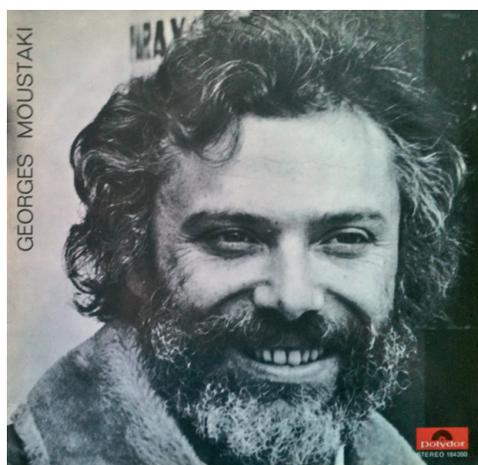
Une autre raison ? Un cliché (le plus beau à mon avis) de Robert Capa pris à Paris en 1935. On peut voir sa compagne Gerda Taro en pyjama, allongée sur son lit et dormant toujours, absolument radieuse dans la beauté de ses vingt-cinq ans et semblant avoir, comme disait Rimbaud, « réinventé l'amour ».

Rosine Pélagie

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

1. Musée d'Art et d'Histoire du judaïsme, 71, rue du Temple, 75003 Paris. Métro Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Entrée : 7 euros. Jusqu'au 30 juin 2013.

Le Métèque a tiré sa révérence



JEUDI DERNIER, le 23 mai, le camarade Georges Moustaki s'en est allé rejoindre le petit facteur. À 73 ans, celui que l'on surnommait le Métèque a succombé, à Nice, à une grave maladie des bronches qu'il trimballait, avec sa liberté, depuis quelques années. Il aura donné son dernier concert dans la Rose de feu, le 8 janvier 2009. Introduit par Georges Brassens (à qui il emprunta le prénom pour son nom de scène), Moustaki dut sa notoriété aux nombreuses chansons qu'il écrivit pour Édith Piaf (dont il fut un temps l'amant), Yves Montand, Serge Reggiani, et à

toutes celles qu'il interpréta lui-même (*Le Métèque*, *Ma Liberté*, *Ma Solitude*, *Trop tard*, *Le Facteur*, etc.). Chanteur engagé de sensibilité trotskiste (il se réclamait aussi parfois d'un anarchisme tendance douce !), Moustaki n'en resta pas moins un homme libre, préférant sa solitude et sa guitare aux cartes des partis politiques. Il y a quelque dix ans, c'est lui qui me présenta pour la première fois celle qu'il ne veut pas nommer.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste



Pan sur la truffe

Jeudi 30 mai

15 heures>16:30 **Bibliomanie** Jean-Baptiste Baronian, *Pour L'enfer d'une saison*, paru aux Éditions De Fallois-L'Âge d'homme.

Vendredi 31 mai

14:30>16 heures **Les Oreilles libres** À l'occasion, ce soir même, du concert aux Instants chavirés de Montreuil du groupe de musique bruitiste Dust Breeders qu'elle accompagne, nous recevrons la vocaliste japonaise Junko Hiroshige. Figure culte de la scène noise japonaise au sein du groupe Hijokaidan fondé par son compagnon Jojo.

Samedi 1^{er} juin

10 heures>11:30 **La Philanthropie de l'ouvrier charpentier**

11:30>13:30 **Chronique syndicale**

13:30>15:30 **Chroniques rebelles**

Lundi 3 juin

11 heures>13 heures **Lundi matin** Infos et revue de presse.

16 heures>18 heures **Trous noirs** Collectif antinucléaire, soutien aux Goodyear, luttes écologiques... nos compagnons anarchistes évoquent leurs actions en Picardie.

Mardi 4 juin

11 heures>12:30 **Artracaille** Peintre ambulant, la vie et les travaux de rapins itinérants. Extrait : Jean Giono, *Le Déserteur*.

Mercredi 5 juin

10:30>12 heures **Blues en liberté** Blues et guitare douze cordes.

18:30>20:30 **Femmes libres**

20:30>22:30 **Ras-les-Murs** Actualité des luttes des prisonniers contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.

Dans *Le Monde libertaire* n° 1707, page 22, une malencontreuse coquille a pu laisser croire à nos lecteurs que « la librairie du Monde libertaire déçoit Philippe Corcuff ». Il n'en n'est heureusement rien, il fallait évidemment lire : « La librairie du Monde libertaire reçoit Philippe Corcuff. »

Avec nos plus plates excuses.

Le Comité de rédaction
du *Monde libertaire*



**ni Dieu
ni maître
ni Etat
ni patron**

Fédération anarchiste

rue Amelot 75011 Paris
federation-anarchiste.org

Nouveaux groupes de la Fédération

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE se développe en Suisse avec l'adhésion de la Fédération libertaire des montagnes. Vous pouvez la contacter à l'adresse : flm@federation-anarchiste.org

En Moselle (Thionville) vient de naître le groupe Jacques-Turbin. Vous pouvez le joindre à l'adresse : groupejacquesturbin@rocket-mail.com

Dans les Landes, le groupe Élisée-Reclus a été créé sur Dax. Vous pouvez le joindre à l'adresse : elisee-reclus@federation-anarchiste.org

Secrétariat aux relations intérieures



89.4 MHz en région parisienne fl.federation-anarchiste.org

Du 24 au 26 mai

Castres et Graulhet (81)

Forum social et festif ouvert à tous pour réfléchir concrètement aux alternatives solidaires possibles. Nombreux débats, projections, concerts, expositions, tables de presse, brocante gratuite, incroyables comestibles, village des alternatives.
<http://tarn.demosphere.eu/FST>
forum.social.tarnais@gmail.com
0683708032

25 et 26 mai

Montréal (Canada)

Le Fitam fait partie du Festival de l'anarchie de Montréal qui inclut notamment le **Salon du livre anarchiste de Montréal**
anarchistetheatrefestival.com.

9, rue Francois-Deberge. M° Croix-de-Chavaux. Libre participation.
www.troisiemerive.com

Vendredi 7 juin

Vannes (56)

20h30. Rencontre-débat avec Yannis Youlountas, organisée par le groupe libertaire Lochu: « Face à l'austérité, les résistances sociales et alternatives autogérées en Grèce peuvent-elles nous inspirer en France? » Palais des arts. Entrée libre.

Samedi 8 juin

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Christian Domec qui présentera son atelier d'édition « Les Penchants du Roseau » où sont parus des ouvrages de poésie, beaux textes... Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 8 juin

Paris XI^e

16h30. Murray Bookchin et l'écologie sociale, rencontre avec Vincent Gerber, qui sera l'invité des Chroniques rebelles sur Radio libertaire ce même jour à 13h30. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre et gratuite.

Samedi 8 juin

Paris XVIII^e

17 heures. Conférence-débat « Le fanzine, ça existe encore? ». Seront présents des membres du fanzine *Dérives urbaines*, *Gorgonzola*, *TicDeQuai*, ainsi que l'association Méluzine et Marie Bourgoïn, documentaliste à la Fanzinothèque de Poitiers. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Jeudi 13 juin

Paris XI^e

18 heures. Rencontre avec Luc Vidal qui nous présentera le dernier numéro des *Cahiers Léo Ferré* consacré à la mémoire et la mer. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 15 juin

Mâcon (71)

19h30. Conférence-débat « L'innovation, pourquoi faire? ou à quoi nous sert les nouvelles technologies! ». Avec la participation de Pièces et main d'œuvre de Grenoble pour la projection du film *RFID: la police totale* et pour la présentation de leur dernière parution à l'Echappée *Sous le soleil de l'innovation: rien que du nouveau*. 25, rue Gambetta. Entrée libre.

Samedi 15 juin

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat avec Nils Anderson et l'émission « Sortir du colonialisme » de Radio libertaire autour du livre « La Pacification » de Hafid Keramane aux Éditions Les Petits Matins. Paru en février 1960, *La Pacification* dresse le terrible répertoire des moyens de répression exercés par le gouvernement français contre les combattants algériens et les opposants à la guerre d'Algérie. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 20 juin

Merlieux (02)

18h30. Rencontre-débat avec Muriel Mollard, une écrivaine locale, pour son premier roman *Sans bleu* (La Main multiple, 2012). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 22 juin

Paris XI^e

17 heures. « Marx, l'anarchisme et les enjeux de l'émancipation au xx^e siècle », rencontre avec Philippe Corcuff. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 1^{er} juin

Marseille (69)

17 heures. « Rencontres de Saint-Imier », par Jean-Pierre Lecercle. Quelles sont les modalités de ces rencontres? Et quelles en sont les implications politiques? Sur quels terrains s'aventure-t-on lorsqu'on parle de littérature anarchiste? Au Cira, 50, rue Consolat. Entrée libre.

Dimanche 2 juin

Gaillac (81)

De 10 heures à 19 heures. Salon du livre libertaire LiberTarn. Une trentaine d'éditeurs libertaires et alternatifs, des centaines de bouquins. Bar et repas végétariens. Rencontres et débats avec des collectifs locaux en lutte, avec Yannis Youlountas à propos des ZAD urbaines et rurales en Grèce. Projection d'un court métrage sur ces sujets. Salle municipale Bouzinac, rue Aristide-Briand. Entrée libre.

Mercredi 5 juin

Montreuil (93)

20h30. Petites chansons savoureuses et révoltées à déguster sans modération. À la Parole errante. Centre international de création,

L'Utopie Documentaire Du FANZINE
se pose des questions:

le FANZINE, Ça existe Encore?



Samedi
8 juin
à 17h, à la
Bibliothèque
libertaire
LA RUE
10, rue Robert
Planquette
PARIS 18^{ème}
M Blanche
ou
Abesses

Rencontre et débat
avec

les membres des fanzines
DERIVE URBAINE, GORGONZOLA, LIVRE SANS POCHE
l'association MELUZINE
et Marie Bourgoin documentaliste
à la FANZINOTHEQUE de Poitiers

Entrée Libre